



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government**  
**Services Canada/Réception des soumissions**  
**Travaux publics et Services gouvernementaux**  
**Canada**  
**Pacific Region**  
**401 - 1230 Government Street**  
**Victoria, B.C.**  
**V8W 3X4**  
**Bid Fax: (250) 363-3344**

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
401 - 1230 Government Street  
Victoria, B. C.  
V8W 3X4

<b>Title - Sujet</b> AFFRÈTEMENT D'UN CHALUTIER	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> F1693-160071/A	<b>Date</b> 2017-03-02
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> F1693-160071	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$XLV-242-7206	
<b>File No. - N° de dossier</b> XLV-6-39238 (242)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-03-20</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Szczesniak, Michal	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> xlv242
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250) 507-0647 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Fisheries and Oceans Canada See herein	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>2</b>
1.1 INTRODUCTION.....	2
1.2 SOMMAIRE .....	2
1.3 COMPTE RENDU .....	3
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES .....	6
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>7</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....	7
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>9</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION – NOTE COMBINÉE LA PLUS HAUTE SUR LE PLAN DU MÉRITE TECHNIQUE ET DU PRIX .....	9
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>11</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	11
<b>5.2.3.3 ASSURANCE - PREUVE DE DISPONIBILITÉ AVANT ATTRIBUTION DU CONTRAT .....</b>	<b>12</b>
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	15
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	15
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	15
6.5 RESPONSABLES.....	16
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	16
6.7 PAIEMENT .....	17
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	18
6.9 ATTESTATIONS.....	18
6.10 LOIS APPLICABLES .....	18
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	19
6.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER) .....	19
 ANNEXE A	ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET EXIGENCES
ANNEXE B	BASE DE PAIEMENT
ANNEXE C	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
ANNEXE D	FORMULAIRE AUTORISATION DE TÂCHES
ANNEXE E	CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES
ANNEXE F	FORMULAIRE DE DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

ANNEXE « A » DE LA PARTIE 5 – DEMANDE DE SOUMISSIONS

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, les critères d'évaluation technique, l'attestation relative au programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi, les exigences en matière d'assurance et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

Pêches et Océans Canada (POC) effectue de nombreux relevés de recherche sur les poissons et les invertébrés marins dans les eaux de la côte ouest, non loin de la Colombie-Britannique, notamment les six types de relevés suivants :

- 1) relevé synoptique au chalut de fond;
- 2) relevé des saumoneaux;
- 3) relevé de multiples espèces au chalut de fond à petites mailles;
- 4) relevé acoustique au chalut du banc La Perouse;
- 5) relevé au chalut la nuit sur la côte Ouest de l'île de Vancouver;
- 6) relevé acoustique au chalut des stocks de merlu du Pacifique.

POC souhaite retenir les services d'un entrepreneur qui sera appelé à fournir un chalutier et son équipage sur demande pour effectuer les relevés décrits plus en détails dans les documents d'invitation à soumissionner.

L'entrepreneur pourra utiliser un navire différent pour répondre aux besoins de chaque type de relevé. Toutefois, il devra utiliser un seul navire pour réaliser chaque relevé qui lui sera confié.

Cette demande de soumissions pourra donner lieu à l'attribution de plusieurs contrats. Toutefois, chaque type de relevés fera l'objet d'un seul contrat.

Un soumissionnaire peut présenter une soumission pour un seul, quelques-uns ou la totalité des types de relevés.

Le financement maximal disponible pour le contrat qui découlera de la demande de soumissions s'élève à 13 000 \$ par jour (taxes applicables en sus). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [\*Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.\*](#)»

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2015-07-03) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours.

#### **2.1.1 Clauses du Guide des CCUA**

A7035T (2007-05-25) Liste des sous-traitants proposés

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### **Définition**

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( )      Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( )      Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **2.5 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I:        Soumission technique (3 copies papier).  
Section II:       Soumission financière (1 copies papier).  
Section III:      Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a)        utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b)        utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1)        utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2)        utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

L'entrepreneur peut utiliser un navire différent pour répondre aux besoins de chaque type de relevé. Toutefois, il doit utiliser un seul navire pour réaliser chaque relevé qui lui est confié.

Un soumissionnaire peut présenter une soumission pour un seul, quelques-uns ou la totalité des types de relevés.

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.



## **Information substantielle**

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission technique, un document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous :

- Article 2 (Critères d'évaluation techniques obligatoires) de l'annexe D (Critères d'évaluation techniques).

## **Section II : Soumission financière**

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent remettre leur offre financière conformément au barème de prix énoncé en annexe B en soumettant un prix ferme pour chaque article d'exécution et période.

### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

## **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe D.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

- 1. Le prix de la soumission doit être évalué en dollars canadiens, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, DDP à destination Incoterms 2000, et droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus.
- 2. Les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Les conversions sont basées sur le taux établi à midi par la Banque du Canada (<http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/convertisseur-de-devises-dix-dernieres-annees/>) en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisé comme facteur de conversion pour les offres présentées en devises étrangères.
- 3. Prix évalué = [ (Prix unitaire ferme de l'article A) + (Prix unitaire ferme de l'article C) + (Prix unitaire ferme de l'article E) comme il est indiqué pour chaque type de relevés à l'annexe B ].
- 4. Le prix unitaire ferme des articles B, D et F pour chaque type de relevés indiqué à l'annexe B s'élève à 0,00 \$.
- 5. Financement maximal

Le financement maximal disponible pour le contrat découlant de la demande de soumissions s'élève à 13 000 \$ par jour (taxes applicables en sus). Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

Par conséquent, le prix unitaire ferme de l'article A, de l'article C ou de l'article E indiqué pour chaque type de relevés à l'annexe B ne peut pas dépasser 13 000 \$CA.

### **4.2 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix**

- 1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de points, soit 270 points, pour l'ensemble des critères d'évaluation technique cotés qui figurent à l'annexe D. L'évaluation se fait sur une échelle de 640 points.
- 2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.

3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 65% sera accordée au mérite technique et une proportion de 35% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque offre recevable sera calculée comme suit: le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 65%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 35%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable obtenant la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix pour chaque type de relevés sera recommandée aux fins d'attribution d'un contrat.
8. Cette présente demande de soumissions pourra donner lieu à l'attribution de plusieurs contrats. Toutefois, chaque type de relevés fera l'objet d'un seul contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'offrant se fait en fonction d'un ratio de 65/35 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 1000, et le prix évalué le plus bas est de 10 000,00 \$.

**Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)**

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
<b>Note technique globale</b>		800 / 1000	850 / 1000	775 / 1000
<b>Prix évalué de l'offre</b>		\$12,000.00	\$11,000.00	\$10,000.00
<b>Calculs</b>	<b>Note pour le mérite technique</b>	$800 / 1000 \times 65 = 52.00$	$850 / 1000 \times 65 = 55.25$	$775 / 1000 \times 65 = 50.38$
	<b>Note pour le prix</b>	$\$10,000 / \$12,000 \times 35 = 29.17$	$\$10,000 / \$11,000 \times 35 = 31.82$	$\$10,000 / \$10,000 \times 35 = 35.00$
<b>Note combinée</b>		81.17	87.07	85.38
<b>Évaluation globale</b>		3 <sup>me</sup>	1 <sup>re</sup>	2 <sup>me</sup>

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *[d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)* ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&\\_ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

### **5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

#### **5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel**

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

#### **5.2.3.2 Études et expérience**

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

#### **5.2.3.3 Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

## **PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **6.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

#### **6.1.1 Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### **6.1.2.1 Processus d'autorisation de tâches**

Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

Processus d'autorisation des tâches :

1. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen Autorisation de tâches de l'annexe E.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 7 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par responsable technique. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

##### **6.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches**

Le responsable technique peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de (être déterminé)\$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par le responsable technique et l'autorité contractante avant d'être émise.

### **6.1.2.3 Garantie des travaux minimums – tous les travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches**

1. Dans cette clause,  
  
« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;  
« valeur minimale du contrat » signifie 1.00\$.
2. L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
3. Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
4. Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

### **6.1.2.4 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches**

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre :	du 1er avril au 30 juin;
deuxième trimestre :	du 1er juillet au 30 septembre;
troisième trimestre :	du 1er octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre :	du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 21 jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- iv. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- v. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

#### **6.1.2.5 Autorisation de tâches – Pêches et Océans Canada**

L'administration du processus d'autorisation de tâche sera effectuée par la Pêches et Océans Canada. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

### **6.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **6.2.1 Conditions générales**

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **6.3 Exigences relatives à la sécurité**

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **6.4 Durée du contrat**

#### **6.4.1 Période du contrat**

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2018 inclusivement

#### **6.4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables de prolonger la durée du contrat pour au plus deux période(s) supplémentaire(s), selon les mêmes conditions :

- Période supplémentaire 1 : 1 avril 2018 - 31 mars 2019; et  
Période supplémentaire 2 : 1 avril 2019 - 31 mars 2020.

L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.



## 6.5 Responsables

### 6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Michal Szczesniak  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Région du Pacifique, Approvisionnements - marine  
401-1230 rue Government, Victoria, C-B, V8W 3X4  
Téléphone : 250.363.8312  
Courriel : [michal.szczesniak@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:michal.szczesniak@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(à déterminer)*

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Contact pour:	Nom	Téléphone	Courriel
Questions contractantes			
Questions techniques			
Questions de facturation			

## 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## **6.7 Paiement**

### **6.7.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé un (des) prix unitaire(s) ferme(s) conformément à l'annexe B, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **6.7.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de (*à déterminer*)\$. Les droits de douane et les taxes applicables sont inclus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### **6.7.3 Paiements multiples**

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

### **6.7.4 T1204 - demande directe du ministère client**

1. Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), L.R. 1985, ch. 1, (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, à la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir son numéro d'entreprise ou son numéro d'assurance

sociale, selon le cas. (Les demandes peuvent être faites par lettre d'appel générale aux entrepreneurs, par écrit ou par téléphone.)

#### **6.7.5 Vérification du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur devra rembourser, à la demande du Canada, tout paiement en trop.

#### **6.8 Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement : (*à déterminer*)
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
  - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

#### **6.9 Attestations**

##### **6.9.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

##### **6.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

#### **6.10 Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- c) l'Annexe A;
- d) l'Annexe B;
- e) l'Annexe C;
- f) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_.

### 6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- OU -

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

### 6.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

### 6.14 Navire affrété

1. Le navire doit être conforme aux exigences suivantes :
  - a. il doit bien tenir la mer;
  - b. le moteur doit être en bon état de fonctionnement, et tous les mécanismes et l'équipement doivent être en bon état.
2. L'entrepreneur doit garder et maintenir le navire, les moteurs, les mécanismes et l'équipement, en bon état pour la durée du contrat, et doit payer pour tous les travaux nécessaires de réparation, de renouvellement et d'entretien.

3. L'entrepreneur doit :
  - a. indemniser le Canada et le tenir exempt de toute réclamation pour cause de perte ou de dommage au navire ou à tout autre propriété, aux moteurs, mécanismes ou équipement, découlant de l'affrètement, ainsi que pour des blessures ou des dommages aux biens de toutes les personnes à bord du navire, à l'exception de toutes blessure ou dommage à la propriété des employés ou des agents du Canada;
  - b. s'assurer que les opérations seront exécutées seulement par les représentants dûment autorisés du Canada, nommés par le responsable technique;
  - c. s'assurer que les vêtements de flottaison individuels approuvés sont facilement accessibles à tout moment pour les personnes à bord;
  - d. s'assurer que l'usage ou la possession de drogues illégales ou d'alcool sont prohibés. Si l'on découvre qu'un membre de l'équipage était sous l'influence de ces produits pendant l'exercice de ses fonctions, ce sera la cause pour la résiliation du contrat pour inexécution.
4. Si le navire est hors service ou n'est pas en état de marche, ou s'il est désarmé sans le consentement du Canada, alors le Canada ne sera pas tenu responsable du paiement relatif à l'engagement du navire pendant cette période. Si cette période dépasse une semaine, le Canada pourra résilier immédiatement le contrat pour inexécution.
5. Si l'un ou l'autre mécanisme ou équipement nécessaire au fonctionnement efficace du navire aux fins du contrat n'est pas en bon état de fonctionnement pendant une durée quelconque, alors le paiement relatif à l'engagement cessera pendant le temps perdu, et si, au cours du voyage, la vitesse est réduite à la suite d'une défectuosité ou d'une panne de toute partie de la coque, des machines ou de l'équipement, le temps perdu sera déduit de l'engagement. Le Canada sera le seul juge des capacités du navire.
6. Si le navire ne peut fonctionner en toute sécurité dans la zone de travail à cause des conditions maritimes ou atmosphériques, selon une entente entre le représentant de l'entrepreneur et celui du Canada, l'affrètement pour la journée sera résilié et un paiement au prorata sera versé à l'entrepreneur pour la période visée par les travaux, conformément aux conditions du contrat.
7. Si les détails fournis par l'entrepreneur et précisés dans le contrat sont incorrects ou prêtent à confusion, le Canada pourra, à sa discrétion, résilier le contrat pour inexécution.

#### **6.15 État du navire**

L'entrepreneur garantit que le navire fourni au Canada est en bon état mécanique, qu'il est tout à fait en état de prendre la mer, qu'il est équipé de matériel de sauvetage facilement accessible, qu'il sera doté d'un équipage adéquat et qu'il sera entièrement conforme à la [Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada](#), L.C. 2001, ch. 26.

#### **6.16 Clauses du Guide des CCUA**

B5007C (2010-01-11), Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

## **ANNEXE A**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET EXIGENCES**

# ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET EXIGENCES

---

## 1. TITRE : NAVIRE AFFRÉTÉ POUR LE CHALUTAGE

## 2. OBJECTIF

L'entrepreneur doit fournir à Pêches et Océans Canada (MPO) un navire de chalutage (ci-après appelé le « navire hydrographique ») et son équipage d'accompagnement sur demande pour effectuer des relevés de recherche sur les poissons et les invertébrés marins dans les eaux côtières au large de la côte ouest de la Colombie-Britannique.

Le navire hydrographique doit satisfaire à toutes les conditions générales énumérées ci-après ainsi qu'aux critères propres aux relevés entrepris avec l'autorisation de tâches. Un navire différent peut être utilisé pour satisfaire aux exigences de chaque type de relevé de recherche; cependant, chaque relevé doit être effectué entièrement par le même navire hydrographique.

Les opérations des relevés seront dirigées par le personnel du MPO à bord du navire hydrographique; elles pourraient également être effectuées dans les eaux territoriales des É.-U. (États de Washington et de l'Alaska). Toutes les opérations des relevés commenceront et se termineront à Nanaimo ou à Sidney, en C.-B., à la discrétion du MPO.

## 3. PORTÉE DES TRAVAUX

Les relevés appuieront les recherches halieutiques portant sur l'abondance, l'aire de répartition, l'état et la démographie des poissons et des invertébrés marins. De nombreux relevés s'appuient sur des séries chronologiques à long terme qui exigent le suivi de protocoles de pêche établis pendant des périodes précises. En plus des renseignements sur la pêche, des données acoustiques et océanographiques seront recueillies au cours de la majorité des relevés, y compris des profils verticaux de conductivité, température et profondeur (CTP) et des traits de plancton.

Les exigences concernant l'engin de pêche, les protocoles de pêche, l'équipage, les emplacements et la durée des relevés varient en fonction de chaque programme de recherche ou relevé. Les activités et les exigences précises de chaque relevé sont décrites dans les spécifications propres à chaque relevé à la fin du présent document.

Chaque relevé prendra de 10 à 35 jours. Les relevés pourront être effectués un à la suite de l'autre. La majorité des relevés fera l'objet d'au moins un changement d'équipage scientifique planifié et il est prévu que ces journées permettront de ravitailler et réapprovisionner le navire hydrographique.

## 4. EXIGENCES GÉNÉRALES

Le navire hydrographique doit être un chalutier capable de remorquer des chaluts de relevé (sur le fond, à profondeur moyenne et en surface) aux profondeurs et aux vitesses précisées dans les spécifications des relevés. En plus des données de l'échosondeur et du GPS, le personnel scientifique du MPO doit surveiller le rendement de l'engin de pêche (ouverture des panneaux, contact de la ralingue inférieure avec le fond, hauteur et profondeur de la ralingue supérieure, etc.) en temps réel pour chaque trait de recherche. Par conséquent, le navire hydrographique doit être muni d'équipement électronique de dimensionnement des filets ou d'un sondeur de chalut. Les exigences particulières de chaque relevé sont présentées dans les spécifications propres à chaque relevé. Toutes les activités de pêche seront effectuées au moyen des filets fournis par le MPO et, selon le relevé, le navire devra soit fournir des panneaux, soit pouvoir utiliser les panneaux fournis par le MPO.

L'entrepreneur doit fournir les repas et l'hébergement à bord du navire hydrographique à tout le personnel scientifique affilié au MPO. Le nombre de personnes faisant partie de l'équipe scientifique est indiqué dans les spécifications propres à chaque relevé et varie de cinq (5) à huit (8) personnes.

Le principal objectif des relevés consiste à effectuer les traits d'échantillonnage en conformité avec les protocoles établis par l'autorité scientifique. Cette exigence comprend l'échantillonnage des prises pour déterminer le nombre, le poids et les caractéristiques biologiques de toutes les espèces de poissons et d'invertébrés précisées. En plus des renseignements sur la pêche, des données acoustiques et océanographiques seront recueillies au cours de la majorité des relevés, y compris des profils CTP verticaux et des traits de plancton. La réalisation des objectifs des relevés n'est possible que si l'on procède conformément au protocole établi. Par conséquent, l'autorité scientifique peut annuler le relevé à tout moment si elle estime que les objectifs sont compromis.

Tout le matériel et tous les engins indiqués dans le présent document, ainsi que tout ce qui n'y est pas indiqué, mais qui est nécessaire au fonctionnement sécuritaire et continu du navire, devront être opérationnels et maintenus en état de fonctionnement par l'entrepreneur, dès le début des relevés et tout au long de la durée du relevé. Si le navire hydrographique doit retourner au port pour effectuer des réparations aux équipements embarqués, ces journées seront considérées comme étant hors contrat et ne seront pas comptabilisées comme journées payées. Toutes les journées nécessaires à la réparation des équipements fournis par le MPO seront considérées comme des journées payées.

## 5. LICENCES ET CERTIFICATIONS

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de renouveler l'ensemble des permis, des licences et des certificats d'approbation requis pour exécuter les travaux en vertu des lois fédérales, provinciales, étatiques ou municipales pertinentes. L'entrepreneur est responsable des modifications imposées en vertu de ces lois et règlements. L'entrepreneur fournira sur demande au MPO une copie des permis, des licences ou des certifications précités.

REMARQUE : L'entrepreneur est responsable des coûts liés aux certifications.



## 6. CARBURANT

Le tarif journalier doit comprendre tous les coûts, y compris le carburant.

## 7. PERSONNEL SCIENTIFIQUE

- Le personnel scientifique sera composé d'au moins cinq (5) personnes et comprendra des hommes et des femmes.
- Le personnel scientifique comprendra des employés du MPO, des techniciens contractuels et possiblement des bénévoles.
- Un représentant scientifique sera désigné scientifique en chef (personnel du MPO). Cette personne sera responsable de la mise en œuvre de l'itinéraire et s'assurera de la conformité aux modalités du contrat, de l'utilisation des prises ainsi que de la conduite et du rendement du personnel scientifique à bord du navire.

## 8. EXIGENCES DE BASE CONCERNANT LE NAVIRE

- Au moment d'être affrété pour le travail contractuel, le navire doit avoir été utilisé de façon régulière au cours des 12 derniers mois pour la pêche commerciale au chalut ou pour la pêche de recherche au chalut.
- Le navire hydrographique doit être d'une longueur minimale de 27,4 m (90 pi).
- Le navire hydrographique doit avoir une capacité en carburant et en provisions suffisante pour au moins 14 jours d'opérations de relevés continues, sans avoir besoin d'être ravitaillé ou réapprovisionné. La durée des opérations quotidiennes varie selon le relevé et peut comprendre des opérations de jour et de nuit (jusqu'à 24 heures par jour).
- Le navire hydrographique doit être en bon état mécanique à tous les égards, en état de navigabilité et adéquatement gréé pour la pêche dans la zone de relevé désignée décrite dans les spécifications propres à chaque relevé.
- Équipement de chalutage
  - Le navire hydrographique doit être entièrement gréé comme chalutier à pêche arrière et être équipé d'une rampe arrière et d'un support de bôme ou d'un portique.
  - Le navire hydrographique doit être doté d'un treuil de chalut jumeau comportant suffisamment de fune (câble du chalut) pour pêcher de façon sécuritaire et efficace à la profondeur des relevés précisée ci-après. Les navires doivent être en mesure de poursuivre les opérations de relevés même après la perte de 100 m de fune. L'entrepreneur est responsable des coûts de remplacement de la fune perdue ou endommagée durant un relevé. La fune doit être d'un diamètre minimum de 1,6 cm (7/8 po), être en bon état et comporter des repères de longueur. La fune doit être mesurée avec précision avant le début d'un relevé. Les treuils de chalut doivent pouvoir récupérer le chalut de recherche à une vitesse minimale de 61 m (200 pi) par minute.
  - Le navire hydrographique doit avoir à son bord l'engin de pêche nécessaire pour le relevé à effectuer, comme décrit dans les spécifications propres à chaque relevé.

- Selon le relevé, le navire hydrographique doit comporter un ensemble de panneaux appropriés ou utiliser les panneaux qui seront fournis; les détails figurent dans les spécifications propres à chaque relevé. Si le navire hydrographique fournit les panneaux, leur poids doit être mesuré avec précision avant le début du relevé.
- Propulsion
  - Le navire hydrographique doit être en mesure de maintenir une vitesse de croisière d'au moins huit (8) nœuds par mer calme.
  - Le navire hydrographique doit avoir la puissance nécessaire pour remorquer les chaluts de relevé aux vitesses précisées dans les spécifications propres à chaque relevé.
- Le navire hydrographique doit être ballasté de façon à bien tenir la mer durant chaque relevé. Dans le cas des navires de pêche commerciale, cela pourrait signifier l'emport de glace ou d'eau dans les cales à poisson. L'entrepreneur est responsable de tous les frais associés à l'utilisation de ballasts. Le carburant utilisé pour le ballastage ne doit pas être comptabilisé dans l'estimation de l'autonomie en carburant du navire hydrographique.
- Le navire hydrographique doit être doté d'une grue capable de soulever cinq (5) tonnes métriques pour la manutention des prises et des poissons et de l'engin d'échantillonnage. Le système de grue doit être en mesure de soulever et d'abaisser verticalement le cul de chalut n'importe où sur la ligne médiane du pont de pêche. Un système de convoyeur approprié peut représenter une solution de rechange au système de grue. La préférence sera accordée aux navires dotés d'une grue hydraulique d'une capacité minimale de 7,25 tonnes métriques et possédant une portée de 3 m (10 pi) au-delà des flancs du navire.
- Le navire hydrographique doit être muni d'une chaloupe motorisée d'une capacité minimale de trois (3) personnes pour le travail d'étalonnage acoustique et les transferts entre la rive et le navire.

## 9. MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE DU NAVIRE

- Le navire hydrographique devra être équipé d'un logiciel de traçage et d'un ordinateur pour enregistrer les emplacements et pour cartographier le tracé de chaque trait effectué durant un relevé. Sur demande, une copie des données électroniques du relevé devra être fournie au scientifique en chef à la fin du relevé.
- Le navire hydrographique doit être doté de deux radios VHF, de deux unités à bande unique, dont une syntonisée sur les fréquences de 2 à 18 MHz, et un système permettant de passer à une alimentation en électricité par batterie pour les radios en cas d'interruption de l'approvisionnement normal.
- Le navire hydrographique doit être doté de deux unités radar. Au moins une unité radar doit avoir une portée d'au moins 77 kilomètres (48 milles).
- Le navire hydrographique doit être muni d'au moins deux unités GPS (système de positionnement global).
- Le navire hydrographique doit comporter un échosondeur à spectre chromatique d'une portée minimum de 1 000 m et fonctionnant dans la gamme de fréquences de 38 à 50 kHz ainsi qu'une unité de secours.

- Le rendement de l'équipement de pêche doit être surveillé à chaque trait de recherche. Par conséquent, le navire hydrographique doit comporter du matériel électronique de dimensionnement des filets ou un sondeur de chalut pour mesurer la géométrie du chalut, l'ouverture des panneaux, la longueur de la fune, la profondeur du chalut et le contact avec le fond. Chaque relevé comporte des exigences particulières quant aux attributs à surveiller. Certains relevés exigent de plus que le sondeur de chalut soit non seulement capable de surveiller le rendement du filet (profondeur de la ralingue supérieure, ouverture du filet, etc.), mais également d'identifier les cibles acoustiques lorsqu'elles pénètrent dans le filet. L'entrepreneur est responsable des coûts d'entretien des capteurs et de tout le matériel. Le MPO est responsable des coûts de remplacement des capteurs perdus durant les opérations de relevés.
- Le GPS, l'échosondeur et, le cas échéant, les systèmes de dimensionnement du filet doivent être munis de sorties de données en série RS242 pour transmettre les données à un ordinateur scientifique. L'entrepreneur doit s'assurer que les sorties de données fonctionnent avant d'effectuer le relevé. La sortie de données doit fonctionner pendant toute la durée du relevé. Si une sortie de données cesse de fonctionner, les activités de pêche seront interrompues jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pu rétablir la sortie de données. Cette situation pourrait entraîner le retour au port du navire hydrographique pour effectuer les réparations.
- Le navire hydrographique doit être muni d'un système de communication par satellite capable de communiquer de manière fiable avec la rive, en tout temps. La préférence sera accordée aux navires offrant un service Internet par satellite au personnel scientifique.
- Le navire hydrographique doit être muni de prises d'alimentation électrique 110 V c.a. fiables dans les zones de tri et d'échantillonnage des prises ainsi que sur la passerelle pour le branchement des ordinateurs scientifiques. Une alimentation fiable doit être maintenue durant les opérations d'empâtage et de virage.
- Le navire hydrographique doit être muni de prises d'alimentation électrique 110 V c.a. dans les cabines ou dans la cuisine pour l'entrée des données biologiques dans les ordinateurs.
- Le navire hydrographique doit pouvoir fournir un éclairage adéquat dans les zones de tri et d'échantillonnage des prises, à toute heure du jour ou de la nuit.
- Le navire hydrographique doit être muni d'un système d'interphone ou de communication directe entre le pont de chalutage et la passerelle.

## **10. QUARTIERS D'HABITATION DU NAVIRE**

- Le navire hydrographique doit fournir des quartiers d'habitation propres et sains à l'équipage du navire et à une équipe de cinq (5) à huit (8) scientifiques, composée d'hommes et de femmes. La propreté et la salubrité du navire seront évaluées durant l'inspection du navire par le MPO.
- La préférence sera accordée aux navires pouvant loger une équipe de plus de cinq scientifiques ou pouvant fournir des quartiers privés au personnel féminin.
- Le personnel scientifique fournira ses propres draps, couvertures, édredons, oreillers et serviettes.

- L'entrepreneur doit fournir des matelas propres, secs et confortables, recouverts de couvre-matelas ajustés et propres.
- Le navire hydrographique doit comporter un espace de rangement sec dans les quartiers d'habitation pour les vêtements et les effets personnels du personnel scientifique, avec au moins un tiroir ou un caisson par personne.
- Le navire hydrographique doit offrir au moins une toilette marine fonctionnelle et une douche fonctionnelle pouvant être utilisées en privé par les hommes ou les femmes de l'équipe scientifique. L'entrepreneur doit fournir le papier hygiénique, le savon et les serviettes en papier. Il est préférable d'avoir un plus grand nombre de toilettes et de douches pour le personnel scientifique à bord.
- Le navire hydrographique doit comporter une cuisine munie d'une cuisinière sécuritaire et fonctionnelle, d'un réfrigérateur pour le stockage des aliments et d'un évier pour laver les aliments, la vaisselle et le matériel de cuisson.
- Le navire hydrographique doit assurer l'approvisionnement en eau potable pour subvenir aux besoins du navire et du personnel (y compris l'eau pour les douches et la lessive) pour tous les membres de l'équipage et pour le personnel de l'équipe scientifique composée d'au moins cinq (5) personnes pour une période équivalant à l'autonomie du navire.
- Le navire hydrographique doit être équipé d'une laveuse et d'une sècheuse fonctionnelles pour la lessive du personnel.
- Le navire hydrographique doit comporter un espace dédié au personnel scientifique pour y suspendre les vêtements de pluie et pour le séchage des bottes de pont et des gants lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

## **11. EXIGENCES CONCERNANT L'ÉQUIPAGE DU NAVIRE**

- L'équipage minimum du navire hydrographique doit être composé d'au moins quatre membres : un capitaine/capitaine de pêche, un pêcheur-ingénieur, un pêcheur-cuisinier et un pêcheur principal. La préférence sera accordée aux navires ayant à leur bord cinq (5) membres d'équipage ou plus, chaque relevé comportant une exigence d'équipage minimal.
- Tous les membres de l'équipe du navire hydrographique et le capitaine doivent satisfaire aux qualifications énoncées et doivent être en mesure d'effectuer les activités scientifiques décrites dans le présent document. Durant un relevé, l'entrepreneur peut devoir remplacer un membre de l'équipage si ce dernier présente des compétences ou une expérience insuffisante ou affiche un comportement inacceptable à l'endroit d'un autre membre de l'équipage ou du personnel scientifique. L'entrepreneur sera responsable des dépenses associées au remplacement d'un membre de l'équipage.
- En raison de la durée du contrat, il est admis que l'équipage du navire pourrait changer. Au moment de soumettre les coûts totaux prévus pour accomplir le travail, l'entrepreneur doit également fournir une déclaration décrivant l'expérience professionnelle pertinente de chaque membre d'équipage. Une expérience des relevés de recherche est particulièrement souhaitable dans le cas du capitaine et de pêcheur principal, mais n'est pas essentielle pour tous les membres de l'équipage.

- Le capitaine et l'équipage doivent détenir toutes les licences ou certifications maritimes ou de Transports Canada requises, applicables au navire et à la zone des opérations.
- Le capitaine doit posséder au moins cinq (5) ans d'expérience de la pêche au chalut à titre de capitaine d'un chalutier de taille comparable dans les eaux au large des côtes de la Colombie-Britannique au cours des dix (10) dernières années.
- Le pêcheur principal doit avoir au moins cinq (5) années d'expérience de la pêche au chalut et de la construction, de l'installation du gréement, de la réparation et de l'utilisation de chaluts. Au moins un autre pêcheur (pêcheur, pêcheur-ingénieur, pêcheur-cuisinier) doit avoir un minimum de deux (2) années d'expérience de la pêche au chalut et d'aide à la réparation de chaluts.
- Le cuisinier ou le pêcheur-cuisinier doit avoir un minimum de deux (2) ans d'expérience de la planification et la préparation quotidienne de trois repas pour un groupe d'au moins neuf (9) personnes.
- L'entrepreneur est responsable du chargement de tous les approvisionnements du navire, avant ou durant les relevés.
- L'entrepreneur doit apporter son aide au personnel scientifique pour le chargement et le déchargement du matériel scientifique, des fournitures et des échantillons.
- Lorsque le capitaine ne requiert pas leur aide pour les opérations du navire, les membres de l'équipage du navire hydrographique doivent aider le personnel scientifique à effectuer le tri des prises et à obtenir des données biologiques, selon les directives du personnel scientifique. Le capitaine doit aider le personnel scientifique à tenir les registres de navigation et de pêche.
- L'équipage du navire hydrographique a la responsabilité d'enlever tous les poissons coincés dans le chalut de fond après chaque trait.

## 12. SANTÉ ET SÉCURITÉ

- L'entrepreneur doit se conformer aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et territoriaux sur la santé et la sécurité au travail.
- Le capitaine a le dernier mot en ce qui a trait à la sécurité du navire et de tout le personnel à bord.
- Le capitaine est responsable de toutes les questions liées à la sécurité de l'équipage du navire et du personnel scientifique, du navire et du fonctionnement de l'équipement.
- Le capitaine doit passer en revue les procédures et les équipements de sécurité (par ex., les appareils de lutte contre les incendies et les appareils respiratoires autonomes, les radeaux de sauvetage, les combinaisons d'immersion, les vêtements de flottaison individuels, les fournitures de premiers soins) avec l'équipage du navire et le personnel scientifique au début de chaque relevé et après chaque changement d'équipage ou de personnel scientifique. Les postes de rassemblement de tout l'équipage du navire en cas d'incendie, d'abandon du navire ou de toute autre urgence doivent être indiqués à l'équipage et un exercice d'urgence doit être effectué à bord du navire.
- La préférence sera accordée à un navire hydrographique dont au moins un membre de l'équipage possède un brevet de secourisme.

- Le navire hydrographique doit posséder un certificat valide émis par Transports Canada pour les fins auxquelles il est destiné.
- Le capitaine doit suivre en tout temps les règles de navigation, que ce soit lors des activités de pêche, de navigation, de dérive ou lorsque le navire est ancré.
- Le navire hydrographique doit avoir une mécanique en bon état à tous les égards, être en parfait état de navigabilité et être conforme à tous les règlements de Transports Canada.
- Au moment de soumettre les coûts totaux prévus pour accomplir le travail, l'entrepreneur doit fournir une preuve d'évaluation de la stabilité récente du navire hydrographique garantissant que le navire est conforme à la recommandation M16-01 du Bureau de la sécurité des transports (BST) et aux règlements sur la sécurité des bateaux de pêche de Transports Canada. Les coûts associés aux évaluations de la stabilité et à la certification seront la responsabilité du propriétaire du navire hydrographique.
- Le navire hydrographique doit être conforme aux règlements de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.
- En ce qui concerne la dérive durant la nuit, l'opérateur doit maintenir une vigie adéquate et s'assurer que le navire hydrographique est adéquatement illuminé conformément aux règlements de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.
- Tout l'équipement de sécurité (comme les radeaux de sauvetage) doit être d'une capacité suffisante pour accueillir le capitaine, l'équipage du navire et le personnel scientifique, conformément aux règlements sur l'équipement de sauvetage.
- Une radiobalise de localisation des sinistres (RLS) de 406 MHz de catégorie I doit être fixée à l'extérieur du navire hydrographique de la manière approuvée par Transports Canada, conformément aux règlements sur l'équipement de sauvetage relatif aux grands ou aux petits navires de pêche, comme il convient.
- Le personnel scientifique doit fournir ses propres combinaisons d'immersion et vêtements de flottaison individuels (VFI); le navire hydrographique doit être doté d'un espace de rangement adéquat, sec et en hauteur pour toutes les combinaisons d'immersion.
- Le navire hydrographique doit disposer de gilets de sauvetage en bon état approuvés par Transports Canada pour tout le personnel à bord.
- L'usage du tabac sera interdit dans les locaux d'habitation, les zones de travail scientifique, le mess et la timonerie.
- Les lieux de travail, les couchettes et les espaces de la cuisine doivent être adéquatement ventilés et exempts de fumée de tabac, de bruits de moteur excessifs et de vapeurs d'hydrocarbures.
- Aucune consommation de drogues illégales n'est autorisée à bord du navire hydrographique, que le navire soit en mer ou à quai. L'usage de drogues ou l'abus d'alcool peut entraîner le remplacement du membre de l'équipage visé. L'entrepreneur sera responsable des dépenses associées au remplacement d'un membre de l'équipage.
- Par mauvais temps, le capitaine et le scientifique en chef détermineront si les opérations de pêche et d'échantillonnage peuvent se poursuivre. Le capitaine peut annuler ou suspendre les activités de pêche s'il détermine que le temps est trop mauvais ou pour protéger la sécurité du

navire et de l'équipage. Le scientifique en chef suspendra les activités de pêche quand les conditions météorologiques nuisent au rendement des filets ou compromettent l'enregistrement sécuritaire et précis des prises et la collecte des échantillons biologiques.

- Dispositions relatives aux premiers soins :
  - Le capitaine doit afficher le protocole de communication avec les autorités médicales et d'évacuation du personnel blessé; il doit passer ce protocole en revue avec l'équipage et le personnel scientifique.
  - Le navire hydrographique doit stocker des fournitures de premiers soins appropriées à un environnement de travail industriel.

### **13. EXIGENCES RELATIVES AUX ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES**

Les éléments suivants sont essentiels à l'exécution des activités scientifiques :

- Un espace de comptoir de niveau, réservé au travail au sec et adéquatement situé, mesurant au moins 0,6 m x 1,2 m (2 pi x 4 pi) avec des prises électriques adjacentes de 110 V c.a. sur la passerelle pour l'installation des ordinateurs personnels et des imprimantes fournis par le MPO, et pour les connexions au GPS, à l'échosondeur et aux appareils électroniques de mesure du chalut du navire.
- Un espace sur le pont suffisant pour permettre au personnel scientifique d'effectuer ses tâches. Un diagramme du pont et de la zone de travail spécifique au navire doit être fourni; il doit indiquer les dimensions et la conduite des activités de pêche et les zones de travail potentielles du personnel scientifique. La ou les zones de travail doivent être libres de mécanismes en fonctionnement, d'équipement, d'obstructions verticales (p. ex., hiloires d'écouille) et de dispositifs d'arrimage.
- Un système de convoyeur adéquat pouvant être utilisé par le personnel scientifique pour trier les prises ou une zone du pont pouvant recevoir un bac de tri surélevé d'au moins 4 m<sup>2</sup> (36 pi<sup>2</sup>) et d'une capacité d'au moins 680 kg (1 500 lb). Le bac de tri doit être à une hauteur de travail raisonnable et être positionné de façon à ce qu'au moins trois côtés de la table soient accessibles par le personnel pour le tri des prises et la collecte des échantillons biologiques. La zone de travail doit être libre de mécanismes en fonctionnement, d'équipements, d'obstructions verticales (p. ex., hiloires d'écouille) et de dispositifs d'arrimage. Il est à noter que l'entrepreneur doit fournir le bac de tri.
- L'espace de pont doit être suffisant pour ranger les paniers de poissons à proximité de la zone de tri.
- Une zone de travail sécuritaire pour peser les prises. Cette zone doit être située à proximité de la zone de tri (système de convoyeur ou bac) et d'un dispositif quelconque de rejet des prises (dalots ou convoyeurs). Cette zone doit comporter un espace permettant de fixer un ordinateur portable et une balance électronique fournis par le MPO (environ 1 m x 2 m [3 pi x 7 pi]). La zone doit être couverte ou suffisamment grande pour permettre l'installation d'un boîtier protecteur (2 pi x 2 pi) pour l'ordinateur portable.

- Une zone de travail sécuritaire couverte d'environ 6 m<sup>2</sup> (environ 64 pi<sup>2</sup>) pour la collecte des échantillons biologiques. Plus précisément, on doit disposer d'au moins trois (3) surfaces de travail séparées et surélevées (d'au moins 0,9 m [3 pi] de hauteur) chacune et mesurant au moins 0,6 m x 1,8 m (2 pi x 6 pi), sur lesquelles le personnel scientifique pourra fixer une balance électronique, une planche de mesure de la longueur des poissons, un ordinateur portable et d'autres matériels d'échantillonnage fournis par le MPO.
- Un boyau sur le pont alimenté à l'eau de mer pour le nettoyage de la table de tri et du matériel d'échantillonnage. Le commutateur marche/arrêt doit être facilement accessible à partir du pont de pêche.
- Un boyau sur le pont alimenté à l'eau de mer pour la collecte d'échantillons de plancton. S'il s'agit du même boyau que celui utilisé pour le nettoyage, il doit en plus comporter des réglages de pression variable pour permettre d'utiliser la pression la plus faible pour la collecte des échantillons.
- Un boyau alimenté à l'eau douce pour le nettoyage de l'équipement en fin de journée.
- Un espace d'entreposage au sec mesurant au moins 5,4 m<sup>3</sup> (190 pi<sup>3</sup>) dans la partie principale du navire pour y entreposer les fournitures scientifiques.
- Un espace d'entreposage frigorifique d'une capacité minimale de 6 m<sup>3</sup> (216 pi<sup>3</sup>) qui ne comprend pas l'espace de magasins de bord réservé au rangement des échantillons scientifiques. L'espace d'entreposage frigorifique doit être raisonnablement accessible en toute sécurité à partir du pont et le personnel scientifique doit pouvoir y accéder en tout temps.

## 14. PROCÉDURES D'EXPLOITATION POUR LES RELEVÉS

- Trois (3) repas nutritifs équilibrés doivent être servis chaque jour à bord du navire hydrographique. Les heures des repas seront déterminées en collaboration avec le scientifique en chef afin de respecter à la fois le temps nécessaire pour achever le travail d'échantillonnage et le temps requis pour préparer les repas. Pour chaque jour du relevé, l'entrepreneur fournira tous les repas du personnel scientifique à bord.
- La durée des journées de travail ainsi que les heures de travail seront déterminées par le scientifique en chef, en consultation avec le capitaine. La décision sera prise en fonction du type de l'activité prévue (préparation au port, exécution, pêche, déplacement, etc.), ainsi qu'en fonction des conditions météorologiques existantes et de l'itinéraire. La durée d'une journée de travail variera entre 10 et 18 heures. Une journée de travail type sera d'environ 12 heures, mais certaines journées pourraient être plus longues. La durée de la journée de travail des membres de l'équipage du navire sera probablement plus longue que celle de l'équipe de scientifiques à bord puisqu'ils devront normalement effectuer des quarts à la barre lorsque le navire se déplacera d'une station à l'autre durant la nuit et devront être vigies lorsqu'il sera au mouillage une fois l'échantillonnage terminé ou si le navire dérive, s'il se déplace vers la prochaine station tôt le matin ou si l'ancre est jetée. L'équipage du navire pourrait également devoir recueillir des données CTP pendant la nuit. Le scientifique en chef a le pouvoir final de décision en ce qui concerne les emplacements et les heures de pêche, sauf en ce qui a trait à la sécurité du navire et de tout le personnel à bord.



- Le scientifique en chef et le capitaine se rencontreront au moins deux fois par jour pour discuter des opérations de levés et résoudre les problèmes éventuels. Une rencontre devrait avoir lieu au début de la journée, avant le début des activités de pêche, afin de discuter des activités prévues, puis une autre, à la fin de la journée, pour faire le point sur le travail effectué pendant la journée et tout problème survenu.
- Le scientifique en chef et le capitaine travailleront ensemble afin de résoudre tous les problèmes concernant le relevé. S'ils sont incapables de résoudre un problème qui pourrait invalider les relevés ou qui mettrait en danger l'équipe à bord, le scientifique en chef demandera que l'on redirige le navire vers le port, où une solution acceptable sera trouvée, ou le contrat pourrait être annulé. Si l'on doit revenir au port, le navire hydrographique ne sera plus considéré comme affrété jusqu'à ce que le problème soit résolu et que le navire retourne à la zone de relevé. Les journées pendant lesquelles le navire est considéré comme « non affrété » ne seront pas comptabilisées comme journées payées.
- Le capitaine et son équipage doivent faire preuve de la prudence nécessaire et suivre les procédures de sécurité indiquées par le scientifique en chef afin d'éviter que du matériel ou de l'équipement scientifique ne soit perdu ou endommagé. Le scientifique en chef peut présenter des consignes de sécurité particulières par écrit au capitaine. Les coûts des réparations ou du remplacement du matériel scientifique, découlant de la négligence du personnel malgré les instructions et les consignes, peuvent être retenus du paiement dû au propriétaire du navire.
- L'entrepreneur est responsable de toutes les dépenses d'exploitation du navire hydrographique durant les relevés, y compris, sans s'y limiter :
  - la maintenance de la coque, du moteur et des autres équipements fixes du navire;
  - l'huile de lubrification, la graisse, les filtres, les autres fournitures de la salle des machines et d'exploitation du navire normalement requises pour les activités de pêche commerciale;
  - le paiement des salaires de tous les membres de l'équipage du navire, ainsi que les impôts ou les primes applicables;
  - les droits de mouillage, de quart ou tout autre droit associé au navire ou à l'équipage.

## 15. ACTIVITÉS DE PÊCHE

- Des protocoles de pêche détaillés seront fournis à l'entrepreneur au début de chaque relevé.
- Pour les relevés au chalut de fond, l'équipage du navire hydrographique devra installer les filets sur les faux-bourrelets au début du relevé et retirer les filets des faux-bourrelets à la fin du relevé. Le nombre d'installations où il est possible d'effectuer ce travail est limité à la Station biologique du Pacifique. Les navires qui ne disposent pas de l'espace de pont adéquat pour installer les chaluts doivent alors communiquer avec le responsable du relevé identifié dans la section ci-après consacrée aux spécifications propres à chaque relevé pour prendre d'autres dispositions.
- L'entrepreneur doit gréer tous les chaluts de relevé avant le début de tout relevé. Les spécifications de montage du gréement seront fournies au personnel du navire et doivent être observées rigoureusement. Aucune modification n'est autorisée.

- L'entrepreneur doit maintenir l'état et la qualité des filets, des funes, des panneaux et de l'équipement de dimensionnement du filet tout au long du relevé. De plus, l'entrepreneur accepte de laisser des inspecteurs indépendants examiner les filets, les funes, les panneaux et l'équipement de dimensionnement pour vérifier que ceux-ci continuent de satisfaire aux conditions exigées.
- L'entrepreneur doit inspecter le filet après chaque trait afin de s'assurer qu'il n'est pas endommagé.
- En cas de dommage, le filet doit être remis à ses dimensions initiales (ce qui signifie que chaque maille endommagée doit être réparée aux mêmes normes que les mailles intactes) avant de reprendre les activités de pêche. L'entrepreneur assignera la responsabilité du maintien d'un journal de maintenance et des pièces de rechange utilisées au cours du relevé au manœuvrier responsable ou maître d'équipage. Le journal de maintenance doit être remis au scientifique en chef à la fin de l'affrètement.
- À la fin du relevé, l'entrepreneur doit nettoyer en profondeur et mettre en balles tous les filets. Cette tâche comprend notamment le retrait de tous les poissons, crabes et algues marines, ainsi que le remorquage des filets à l'arrière du navire jusqu'à l'élimination complète des matières biologiques. Tous les filets doivent être solidement mis en balles avec de la corde et bien empilés.

## 16. RÉUNIONS

- Après l'approbation d'une autorisation de tâches visant à effectuer un relevé précis, les représentants du navire, de la GCC et du Secteur des sciences du MPO (responsable du relevé) se réuniront afin de mettre au point les détails concernant le relevé. Le gestionnaire du navire hydrographique, tous les capitaines et les capitaines de pêche qui participent au relevé, de même que le membre de l'équipage qui est le principal responsable de la réparation et de l'entretien de l'engin de pêche doivent être présents à la réunion. L'emplacement, la date, l'heure et les autres aspects logistiques de la réunion seront déterminés par le responsable du relevé et le gestionnaire du navire une fois que l'autorisation de tâches a été approuvée.
- Le navire hydrographique fera l'objet d'une inspection avant le début du relevé, y compris une inspection de courtoisie par un officier de la Garde côtière canadienne. Le caractère adéquat de l'engin de pêche, des quartiers d'habitation, de l'équipement et des procédures de sécurité et de l'espace disponible pour les activités scientifiques sera évalué. Les problèmes relatifs à la sécurité du navire et de l'équipage et à la propreté du navire doivent être corrigés aux frais de l'entrepreneur avant le début des opérations de relevés.
- Lorsque le relevé sera terminé, une réunion de fin de mission aura lieu. L'objectif de cette réunion consiste à fournir à l'entrepreneur une évaluation du rendement du navire et de son équipage pendant le relevé. Au minimum, le gestionnaire du navire doit être présent lors de cette réunion postaffrètement. La date et l'heure de la réunion seront fixées par l'autorité scientifique du MPO et le gestionnaire du navire une fois le relevé terminé.

- Le scientifique en chef doit établir un « rapport d'après voyage » avant de quitter le navire hydrographique ou peu de temps après. Ces rapports aident à régler les manques de communication et à améliorer les services. Ils doivent être transmis au Centre des opérations régionales (COR) de la Garde côtière canadienne aux fins de distribution et des copies seront mises à la disposition du personnel du navire hydrographique.

## 17. SPÉCIFICATIONS PROPRES À CHAQUE RELEVÉ

Le navire hydrographique doit satisfaire à toutes les conditions énumérées précédemment ainsi qu'aux critères propres aux relevés à effectuer détaillés dans les pages qui suivent.

## 18. RELEVÉ 1 : RELEVÉ SYNOPTIQUE AU CHALUT DE FOND

Personne-ressource : < Désignée à l'attribution du contrat >

Durée du relevé : De 18 à 28 jours consécutifs (comprend le chargement et le déchargement)

Changements d'équipage du personnel scientifique : Possiblement aucun pour les relevés d'une durée de 18 jours. Au moins un à mi-parcours pour les relevés plus longs.

Fenêtre temporelle : Du 18 mai au 24 juin

Emplacement : Détroit d'Hécate (2017 et 2019), côte ouest de l'île de Vancouver (2018 et 2020)

Équipage du navire : Minimum de cinq, préférence pour les navires avec équipage de six personnes ou plus.

Quartiers d'habitation du personnel scientifique : Minimum de cinq, préférence pour les navires pouvant accueillir de six à huit personnes.

## PORTÉE DES TRAVAUX

Les relevés synoptiques plurispécifiques de la côte ouest de l'île de Vancouver (COIV) et du détroit d'Hécate font partie d'un ensemble coordonné de relevés à long terme qui, ensemble, couvrent le plateau continental et le haut du talus de la plus grande partie de la côte de la C.-B. Les autres relevés sont le relevé du bassin de la Reine-Charlotte, le relevé sur la côte ouest de l'archipel Haida Gwaii et le relevé du détroit de Georgie. Ces relevés servent à obtenir des indices d'abondance indépendants de la pêche pour le plus grand nombre possible d'espèces de poissons benthiques et quasi benthiques pouvant être pêchées au chalut de fond, ainsi qu'à prélever des échantillons biologiques de certaines espèces. Les indices d'abondance et les renseignements biologiques sont intégrés aux évaluations des stocks, aux rapports sur l'état du stock et aux publications de recherche.

Les relevés synoptiques au chalut de fond respectent un plan d'échantillonnage aléatoire stratifié selon la profondeur. La zone du relevé est divisée en blocs de 2 km sur 2 km, et l'on attribue à chaque bloc une des quatre strates de profondeur en fonction de la profondeur moyenne du fond du bloc. Les quatre strates de profondeur varient selon les régions. Dans le cas du relevé de la COIV, elles sont de 50 à 125 m, de 125 à 200 m, de 200 à 330 m et de 330 à 500 m, tandis que pour le relevé du détroit d'Hécate, elles sont de 10 à 70 m, de 70 à 130 m, de 130 à 220 m et de 220 à

500 m. Chaque année, le MPO sélectionne aléatoirement les blocs attribués à chaque strate de profondeur (Figure 1).

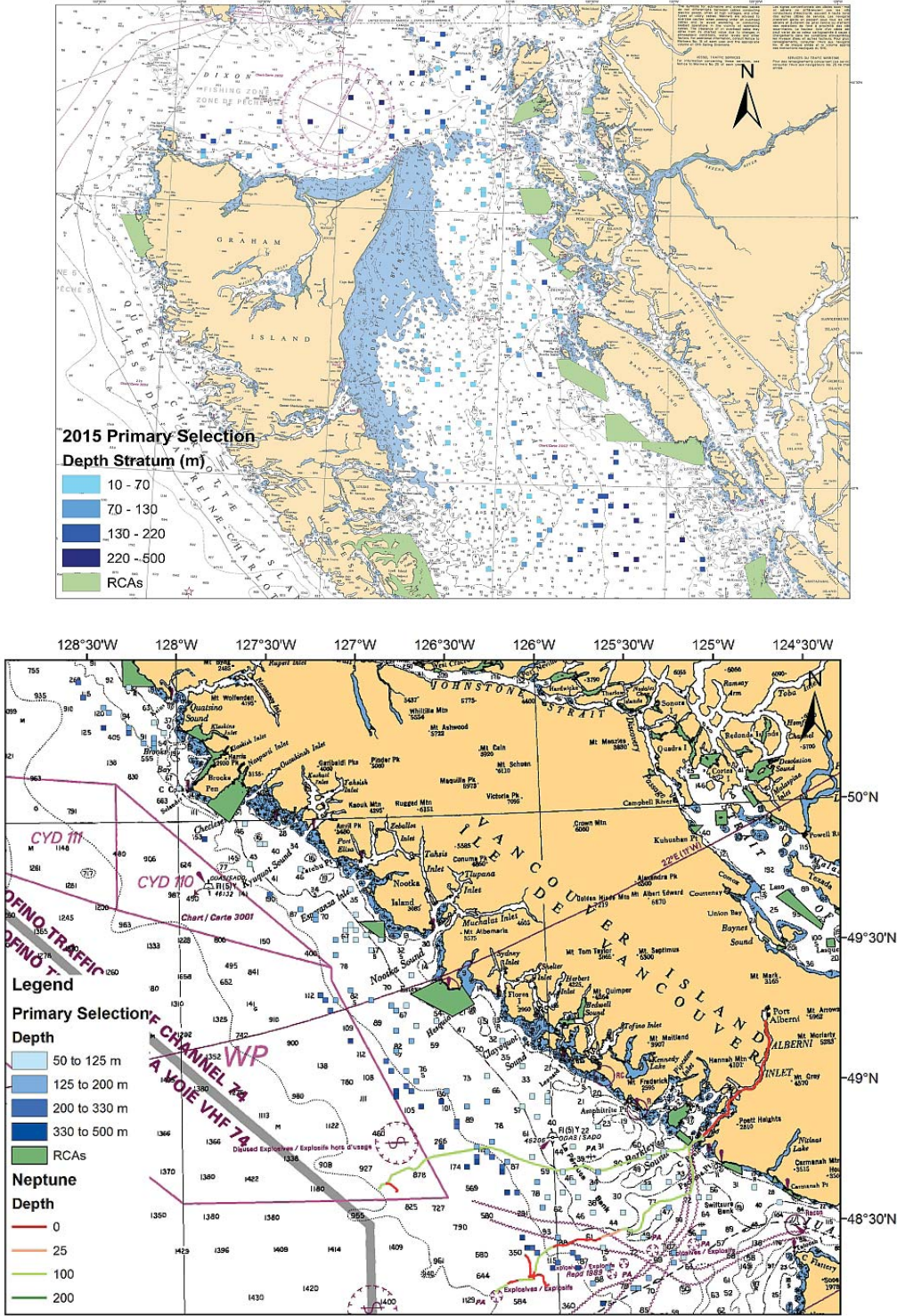


Figure 1. Exemple de trajectoire type dans certains blocs des relevés de la COIV et du détroit d'Hécate.

## ACTIVITÉS DE PÊCHE

Profil opérationnel : Heures de clarté, du lever au coucher du soleil.

Protocoles de pêche particuliers : Le capitaine de pêche doit inspecter chaque bloc présélectionné et déterminer un emplacement de pêche adéquat à la profondeur requise dans les limites du bloc. Des instructions plus détaillées concernant la sélection d'emplacements de trait adéquats à l'intérieur du bloc seront fournies au moment de l'attribution du contrat. Tout accrochage important ou endommagement des filets rendra le trait non utilisable. Si un trait est inutilisable, le patron de pêche devra tenter un autre trait à l'intérieur du même bloc. Au moment de récupérer l'engin de pêche, le capitaine verra à maintenir une vitesse d'eau dans le filet constante avec le reste du trait (2,8 à 3,0 nœuds).

## DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE

- Engin de pêche : Chalut de fond (Atlantic Western IIA)
- Profondeurs : Entre 10 et 500 m
- Vitesse du chalut : 2,8 à 3,0 nœuds
- Durée de trait ciblée : 20 minutes
- Panneaux : Fournis par le navire
- Exigences minimales de surveillance du rendement des filets : Système de dimensionnement des filets avec sortie de données, ce qui comprend l'ouverture des panneaux, la hauteur de la ralingue supérieure par rapport au fond et les capteurs de profondeur de la ralingue supérieure. Sondeur de chalut avec troisième câble non permis.
- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (chaluts à quatre coutures Atlantic Western IIA);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage.
- Le navire doit fournir :
  - des panneaux de chalut équivalant aux panneaux Thyboron Type II 104, 107 ou 109 approuvés par le MPO;
  - une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 500 m de profondeur;
  - tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes;
  - les pattes de panneau;
  - les dispositifs de récupération et pantoires;
  - le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
  - les crochets en G ou l'équivalent;
  - tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
  - les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.
- Le filet sera équipé d'un capteur de contact avec le fond et de multiples enregistreurs de données océanographiques, tels que fournis par le MPO. L'équipage apportera son aide pour la fixation, l'exploitation et la maintenance de ces appareils.



## 19. RELEVÉ 2 : RELEVÉS DE SALMONIDÉS JUVÉNILES SUR LA CÔTE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Personne-ressource : < Désignée à l'attribution du contrat >

Durée du relevé : De 14 à 28 jours consécutifs (comprend le chargement et le déchargement) selon le relevé.

Changements d'équipage du personnel scientifique : Possiblement aucun pour les relevés d'une durée de 14 à 18 jours. Au moins un à mi-parcours pour les relevés plus longs.

Au moins un à mi-parcours.

Fenêtre temporelle : De la mi-juin à la mi-juillet et de la mi-septembre à la mi-octobre.

Emplacement : Détroit de Georgie, îles Discovery, détroit de Johnstone, baie Desolation, baie Howe, îles Gulf, baie Puget, détroit de Juan de Fuca et côte ouest de l'île de Vancouver (Figure 2a et Figure 2b).

Équipage du navire : Minimum de quatre.

Emménagements pour le personnel scientifique : De six à huit couchettes pour le personnel scientifique.

### PORTÉE DES TRAVAUX

Ce relevé de recherche étudiera l'aire de répartition, la composition des stocks (au moyen d'analyses d'ADN), la migration, les interactions dans le réseau trophique, l'utilisation des lipides et la croissance des salmonidés juvéniles dans le détroit de Georgie, les îles Discovery, les îles Gulf, le détroit de Juan de Fuca, la baie Puget et au large de la côte ouest de l'île de Vancouver. Dans le cadre de ces relevés, on fera également la collecte d'échantillons océanographiques (filets à zooplancton et coups de sonde CTP [conductivité, température, profondeur]). Dans le détroit de Georgie, le relevé suivra un tracé où des pêches sont effectuées chaque année depuis 1998. Au large de la côte ouest de l'île de Vancouver et dans le bassin de la Reine-Charlotte, le relevé effectuera une pêche et recueillera des mesures océanographiques à des stations standard sélectionnées par l'autorité scientifique du MPO.

Le relevé des salmonidés juvéniles dans le détroit de Georgie comprend un tracé normalisé dans le détroit de Georgie ainsi que d'autres régions de pêche dans les îles Discovery, le détroit de Johnstone, la baie Desolation, la baie Howe, les îles Gulf, la baie Puget et le détroit de Juan de Fuca (Figure 2a).

Le relevé des salmonidés juvéniles au large de la COIV comprend une série de tracés perpendiculaires au littoral et des tracés dans le détroit de la Reine-Charlotte, le bassin de la Reine-Charlotte et la partie sud du détroit d'Hécate (Figure 2b).

Le navire doit être autorisé à pêcher dans les eaux américaines puisqu'il s'agit d'une composante des relevés dans le détroit de Georgie. Si le navire n'a pas pêché dans les eaux américaines au cours des 12 derniers mois, l'entrepreneur doit obtenir l'autorisation et les approbations requises dans les délais conformes aux exigences du relevé. De plus, tout délai supplémentaire requis pour s'acquitter des modalités de douanes dans ces situations ne sera pas compris dans le temps du relevé.

Dans le cadre du relevé dans le détroit de Georgie, jusqu'à trois profils CTP verticaux et traits de plancton à une profondeur maximale de 250 m doivent être effectués chaque jour du relevé aux emplacements et aux moments déterminés par l'autorité scientifique.

Dans le cadre des relevés de la COIV, des profils CTP verticaux et des traits de plancton à une profondeur maximale de 150 m devront être effectués à toutes les stations.

Au cours des relevés du détroit de Georgie et de la côte ouest de l'île de Vancouver, des échantillons supplémentaires seront prélevés afin d'évaluer le fondement physiologique des variations régionales dans la croissance des salmonidés juvéniles et d'examiner les agents pathogènes chez les saumons juvéniles. Cette procédure exigera donc le prélèvement d'échantillons sanguins pour mesurer le taux d'hormones de croissance dans le plasma sanguin et le prélèvement d'une gamme de tissus pour évaluer l'expression génétique. La réalisation de ces projets nécessitera l'accès à une zone d'échantillonnage dédiée en plus de l'espace dont a normalement besoin le MPO pour recueillir les données biologiques et océanographiques de base décrites ci-dessus.

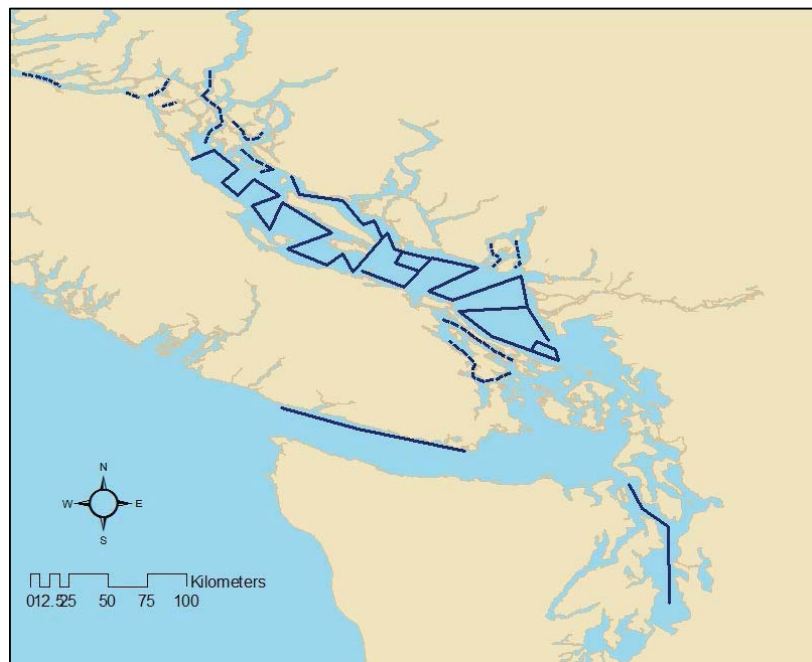


Figure 2A. Stations de relevé provisoires pour le relevé des salmonidés dans le détroit de Georgie. Les emplacements définitifs seront choisis par l'autorité scientifique du MPO.

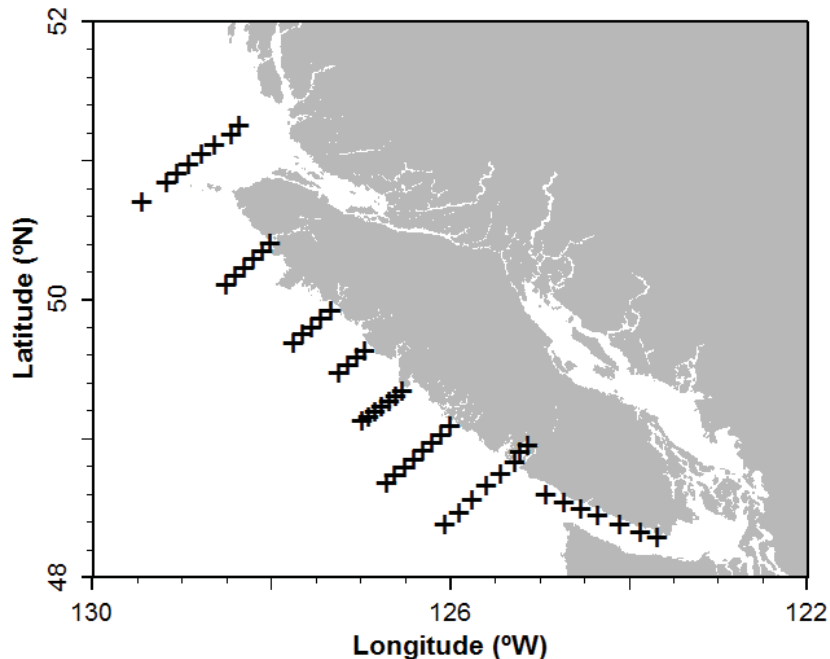


Figure 2B. Stations de relevé provisoires pour le relevé sur la côte ouest de l'île de Vancouver. Les emplacements définitifs seront choisis par l'autorité scientifique du MPO.

## ACTIVITÉS DE PÊCHE

Profil opérationnel : Heures de clarté, du lever au coucher du soleil. Une pêche de nuit pourrait être nécessaire.

Protocoles de pêche particuliers : Puissance minimale continue du moteur principal de 1 100 HP; le navire doit avoir la puissance appropriée (1 100 HP) pour remorquer le chalut pélagique modifié avec poche à mailles fines à la surface, avec 150 à 200 m de fune déployée à vitesse constante de 9,3 km/h ou 5 nœuds, dans des conditions de mer « normales ».

## DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE

- Engin de pêche : Un chalut pélagique modèle 250.
- Profondeurs : Ralingue supérieure à la surface, à 15 m, 30 m, 45 m ou 60 m. Des traits jusqu'à des profondeurs de 150 m peuvent être effectués pour repérer les bancs situés à plus grandes profondeurs.
- Vitesse du chalut : Vitesse constante de 9,3 km/h ou 5 nœuds, dans des conditions de mer « normales ».
- Durée de trait ciblée : 30 minutes.
- Panneaux : Fournis par le navire.
- Exigences minimales en matière de surveillance du rendement du filet : Sondeur de chalut requis; l'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le



sondeur de chalut doit non seulement surveiller le rendement du filet (profondeur de la ralingue supérieure, ouverture du filet, etc.) mais également identifier les cibles acoustiques lorsqu'elles pénètrent dans le filet.

- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (chalut pélagique modèle 250);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les brides, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, les crapauds d'amarrage, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage.
- Le navire doit fournir :
  - des panneaux de chalut appropriés au chalutage en surface (panneaux USA Jet P ou l'équivalent) approuvés par le MPO. Le MPO pourrait être en mesure de fournir des panneaux compatibles aux activités de pêche normale, au besoin;
  - une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 300 m de profondeur;
  - tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes;
  - les pattes de panneau;
  - les dispositifs de récupération et pantoires;
  - le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
  - les crochets en G ou l'équivalent;
  - tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
  - les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.

## DÉTAILS DES AUTRES ENGINS DE PÊCHE

- Le navire doit fournir :
  - Un treuil comportant un câble métallique adéquat d'une longueur d'au moins 300 m installé dans un endroit adapté au déploiement d'une sonde CTP portative pour obtenir des profils verticaux et d'un filet de type Bongo pour obtenir des échantillons de plancton. Le treuil doit être capable de remonter l'équipement scientifique à la surface à une vitesse de 1 m/seconde. Les coups de sonde CTP et les lances de filet Bongo sont effectués à une profondeur de 250 m, ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes. Le navire hydrographique doit également fournir du personnel (au moins une personne) qui apportera de l'aide dans le cadre de ces opérations. Si aucun autre tambour ou treuil n'est disponible, on doit en installer un avant le début des relevés.
  - De l'espace de pont doit être disponible pour l'entreposage d'un réservoir portatif de 1,2 m x 1,2 m (4 pi x 4 pi) contenant de la glace sèche auquel le personnel scientifique aura accès entre les traits de pêche.

## 20. RELEVÉ 3 : RELEVÉS PLURISPÉCIFIQUES AU CHALUT DE FOND À PETITES MAILLES

Personne-ressource : <Désignée à l'attribution du contrat>

Durée du relevé : De 16 à 21 jours consécutifs en fonction des zones faisant l'objet du relevé (comprend le chargement et le déchargement)

Changements d'équipage du personnel scientifique : Possiblement aucun pour les relevés d'une durée de 16 à 18 jours. Au moins un à mi-parcours pour les relevés plus longs.

Fenêtre temporelle : Du 1<sup>er</sup> au 30 mai.

Emplacement : Côte sud-ouest de l'île de Vancouver, bassin de Barkley, bassin de la Reine-Charlotte, passe Queens, détroit Fitzhugh.

Équipage du navire : Minimum de cinq.

Quartiers d'habitation du personnel scientifique : Minimum de cinq, préférence pour les navires pouvant accueillir de six à huit personnes.

### PORTÉE DES TRAVAUX

La conservation et la gestion des stocks de crevettes au large de la Colombie-Britannique sont fondées sur la récolte d'une proportion prédéterminée de la biomasse des crevettes dans les zones de gestion des crevettes (ZGC). Depuis 1973, les estimations de la biomasse des crevettes qu'effectue la Division de la recherche et de l'évaluation des ressources aquatiques (DRERA) sont fondées sur des relevés au chalut indépendants de la pêche. Ces relevés permettent également d'obtenir bon nombre d'indices d'abondance d'autres espèces d'invertébrés, de poissons de fond et d'espèces pélagiques. Les relevés constituent une source de renseignements essentiels pour la préparation du rapport annuel du MPO sur l'état des océans.

Le relevé plurispécifique au chalut de fond à petites mailles est un modèle de relevé à stations fixes normalisé. On compte environ 140 traits au large de la côte sud-ouest de l'île de Vancouver et du bassin de Barkley (Figure 3a) et environ 90 dans les zones du bassin de la Reine-Charlotte, de la passe Queens et du détroit de Fitzhugh (Figure 3b). Le relevé commencera à partir de la côte sud-ouest de l'île de Vancouver.

Le relevé de données plurispécifiques au chalut de fond couvrant toutes les zones pourrait prendre environ 25 jours, d'après les relevés effectués auparavant.

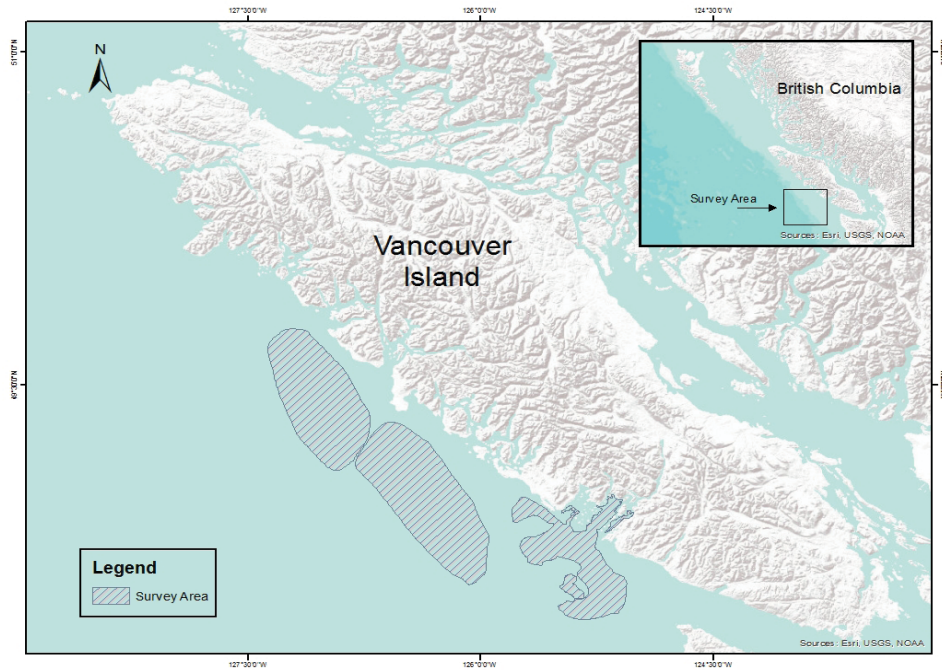


Figure 3a. Zone de relevé de la côte sud-ouest de l'île de Vancouver et du bassin de Barkley. Les emplacements définitifs seront choisis par l'autorité scientifique du MPO.

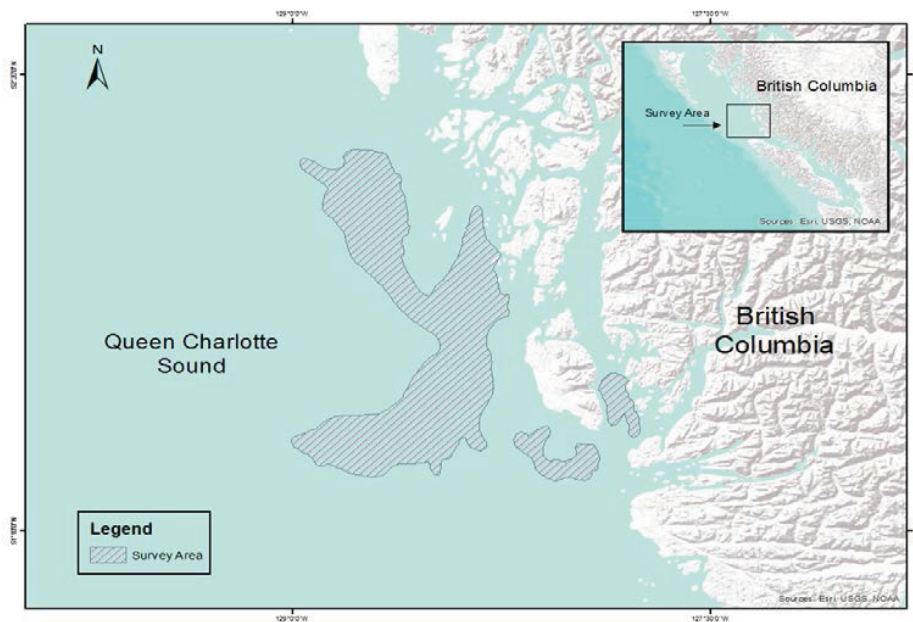


Figure 3b. Zone de relevé du bassin de la Reine-Charlotte, de la passe Queens et du détroit de Fitzhugh. Les emplacements définitifs seront choisis par l'autorité scientifique du MPO.

## ACTIVITÉS DE PÊCHE

Profil opérationnel : Heures de clarté, du lever au coucher du soleil.

Protocoles de pêche particuliers : Le navire doit effectuer le relevé conformément aux exigences du protocole de pêche établi. Toute dérogation aux spécifications établies pourrait nuire à l'utilité des résultats du relevé et pourrait à tout moment entraîner l'annulation du relevé si l'on estime que les objectifs du relevé sont compromis. Les emplacements de trait dans chaque zone de relevé seront préétablis et seront fournis au moment de l'attribution du contrat. Tout accrochage important ou endommagement des filets rendra le trait non utilisable. Au moment de récupérer l'engin de pêche, le capitaine verra à maintenir une vitesse d'eau dans le filet constante avec le reste du trait (2,0 à 2,5 nœuds).

## DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE

- Engin de pêche : Crevettiers American 61
- Profondeur : De 50 à 300 m
- Vitesse : 2,0 à 2,5 nœuds
- Durée de trait ciblée : 20 minutes
- Panneaux : Fournis par le navire
- Exigences minimales de surveillance du rendement des filets : Système de dimensionnement des filets avec sortie de données, ce qui comprend l'ouverture des panneaux, la hauteur de la ralingue supérieure par rapport au fond et les capteurs de profondeur de la ralingue supérieure. Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut est requis uniquement pour surveiller le rendement du filet.
- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (crevettiers American 61);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage.
- Le navire doit fournir :
  - les panneaux de chalut de type Tyboron II 76. Le MPO pourrait être en mesure de fournir des panneaux compatibles aux activités de pêche normale, au besoin;
  - une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 300 m de profondeur;
  - tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes;
  - les pattes de panneau;
  - les dispositifs de récupération et pantoires;
  - le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
  - les crochets en G ou l'équivalent;
  - tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
  - les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.
- Le filet sera équipé d'un capteur de contact avec le fond et de multiples enregistreurs de données océanographiques, tels que fournis par le MPO. L'équipage apportera son aide pour la fixation, l'exploitation et la maintenance de ces appareils.

## 21. RELEVÉ 4 : RELEVÉ ACOUSTIQUE AU CHALUT DU BANC LA PÉROUSE

Personne-ressource : <Désignée à l'attribution du contrat>

Durée du relevé : De 11 à 13 jours consécutifs (comprend le chargement et le déchargement)

Changements d'équipage du personnel scientifique : Possiblement aucun pour les relevés d'une durée de 11 jours. Au moins un à mi-parcours pour les relevés plus longs.

Fenêtre temporelle : De la mi-juillet à la fin juillet; généralement du 18 au 31 juillet.

Emplacement : Côte sud-ouest de l'île de Vancouver en descendant vers le sud dans les eaux américaines (voir la figure 4). L'emplacement final du relevé pourrait être Ucluelet ou Port Alberni (si effectué immédiatement avant le relevé 5 - le relevé pélagique au chalut effectué de nuit sur la côte ouest de l'île de Vancouver).

Équipage du navire : Minimum de cinq.

Quartiers d'habitation du personnel scientifique : Minimum de cinq, préférence pour les navires pouvant accueillir de six à huit personnes.

### PORTÉE DES TRAVAUX

L'objectif lointain principal du relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse consiste à comprendre les facteurs qui influencent l'aire de répartition, l'abondance relative et la trophodynamique des poissons pélagiques (plus particulièrement le hareng) et des espèces-proies (petits poissons, zooplancton). Le relevé du banc La Pérouse est effectué au cours des 13 derniers jours de juillet (généralement du 18 au 31 juillet). Les objectifs comprennent l'examen de l'abondance relative et de l'aire de répartition du poisson pélagique dans une zone où le hareng a l'habitude de se regrouper durant l'été. Outre la composition des espèces de poissons et les renseignements biologiques, on recueille les données sur la répartition du zooplancton, l'abondance relative, la biomasse et la composition des espèces. Les propriétés de l'eau, telles que la conductivité, la température, la densité et l'oxygène sont également recueillies.

Objectifs opérationnels :

1. Recourir à l'acoustique pour étudier l'aire de répartition du poisson et du zooplancton ainsi que l'abondance relative.
2. Employer des chaluts pélagiques et des caméras sous-marines pour vérifier les cibles acoustiques et recueillir les données sur la composition des espèces et les renseignements biologiques.
3. Recueillir des renseignements biologiques sur les espèces de poisson pélagique (mesures morphométriques et régime alimentaire).
4. Utiliser un filet de type Bongo pour prélever des espèces de zooplancton de petite taille qui serviront aux estimations de la biomasse, de l'abondance et de la composition des espèces dans la colonne d'eau.
5. Effectuer les mesures de conductivité, de température, de densité et d'oxygène dans la colonne d'eau.
6. Étalonner les appareils acoustiques du navire (une ou deux fois par relevé).

Certains membres du personnel scientifique, presque tout le matériel et bon nombre de protocoles d'échantillonnage sont les mêmes pour le relevé de jour du banc La Pérouse et le relevé nocturne au chalut de la COIV (section 23 : relevé 5). Afin de faciliter la logistique et d'optimiser l'efficacité du temps-navire, les deux relevés doivent être prévus l'un à la suite de l'autre.

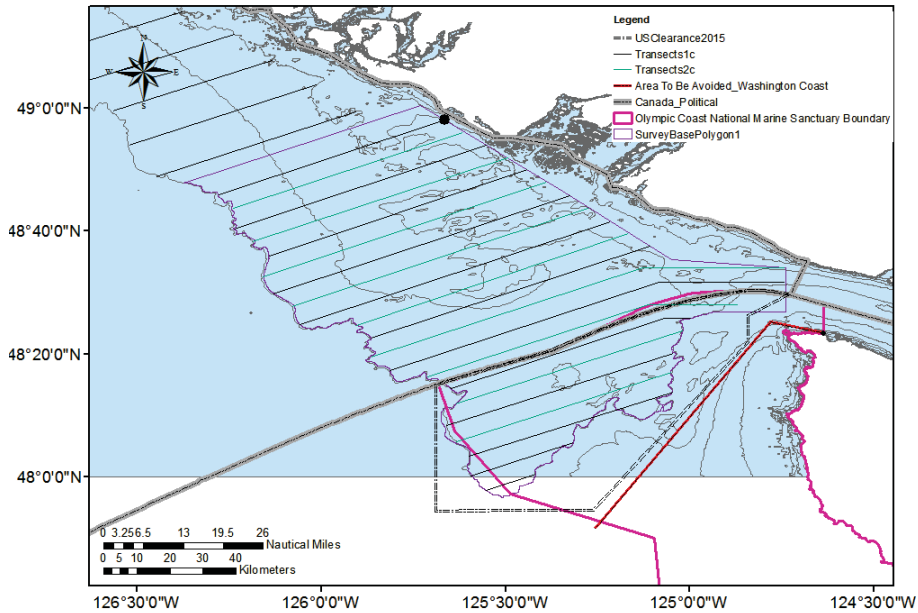


Figure 4. Zone du relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse (ligne violet foncé) avec deux séries de transects (lignes vertes et noires). La zone du relevé s'étend dans les eaux américaines.

## OPÉRATIONS DE PÊCHE ET OPÉRATIONS ACOUSTIQUES

Profil opérationnel : Heures de clarté, du lever au coucher du soleil.

Protocoles de pêche particuliers : L'entrepreneur doit pouvoir utiliser des chaluts pélagiques pour atteindre les cibles de poissons détectées par les capteurs acoustiques. Durant les heures de clarté, les données acoustiques seront recueillies le long d'une série de transects parallèles dans une zone d'échantillonnage principale au large de la côte ouest de l'île de Vancouver (voir la figure ci-après). La vitesse du navire durant la collecte des données acoustiques sera de neuf (9) nœuds. Après consultation entre le scientifique en chef et le capitaine, de petits échantillons des cibles détectées acoustiquement seront recueillis au moyen d'un chalut pélagique avec système de caméra ou avec une caméra lestée. L'objectif lointain consiste à vérifier la composition des espèces et la taille des poissons. La taille idéale de la prise ou de l'échantillon est de 100 à 1 500 kg. De plus, une unité de conductivité en profondeur (et un capteur d'oxygène dissous) sera montée sur le filet.

L'entrepreneur devra fournir les données suivantes sur l'activité de pêche : largeur et hauteur de l'ouverture du filet (m) durant le trait, fune (m), profondeur du filet (m) et information sur le vent,

la température et les marées. Les profils de conductivité, de température et de profondeur (CTP) et les échantillons de zooplancton seront recueillis à des stations préétablies.

La longueur des traits pélagiques variera de moins d'une minute jusqu'à 45 minutes, en fonction de la densité du regroupement et des éléments pénétrant dans le filet que le sonar de pêche a détectés. Le scientifique en chef décidera de la longueur du trait en l'effectuant. On effectue habituellement d'un à six traits par jour ou plus, tout dépendant du nombre de regroupements observés et du temps nécessaire pour récupérer les traits de chalut précédents.

La zone du relevé est délimitée sur la côte approximativement à l'isobathe de 50 m et au large des côtes, au sud et à l'ouest, par les isobathes de 200 m (Figure 4). La zone du relevé s'étend dans les eaux américaines. Les emplacements des transects ont été définis à partir d'un point de départ aléatoire, puis ont été espacés de six (6) milles marins. Une deuxième série de transects a été décalée par rapport à la première série de la moitié de la distance entre les transects. Les données seront recueillies le long de la série de transects supplémentaires au nord de la zone d'échantillonnage principale afin de l'étudier.

Pour procéder à l'étalonnage des appareils acoustiques du navire, celui-ci doit être ancré dans les eaux calmes d'une baie où il y a peu ou pas de poissons. La petite embarcation sera utilisée pour placer trois lignes de pêche, auxquelles une petite sphère d'étalonnage sera fixée, sous les sondeurs du navire. Le personnel scientifique effectue un étalonnage acoustique pendant lequel le navire doit rester ancré, les moteurs arrêtés. Cette activité prend d'une demi-journée à une journée complète selon les conditions et doit être effectuée au début et à la fin du relevé.

## DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE

- Engin de pêche : Un chalut pélagique (modèle 250).
- Profondeurs : De la surface jusqu'à 200 m
- Vitesse du chalut : 2,5 à 3,0 nœuds
- Durée de trait ciblée : Moins d'une minute jusqu'à 45 minutes
- Panneaux : Fournis par le navire
- Exigences minimales en matière de surveillance du rendement du filet : Sondeur de chalut requis; l'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit non seulement surveiller le rendement du filet (profondeur de la ralingue supérieure, ouverture du filet, etc.) mais également identifier les cibles acoustiques lorsqu'elles pénètrent dans le filet.
- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (chalut pélagique modèle 250);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage.
  - un treuil portatif électrique (d'une taille maximale de 1 m x 1 m x 1 m) pour le déploiement des caméras sous-marines spécialisées sur le flanc du navire.



- Le navire doit fournir :
  - des panneaux de chalut appropriés au chalutage en surface (panneaux USA Jet P ou l'équivalent) approuvés par le MPO. Le MPO pourrait être en mesure de fournir des panneaux compatibles aux activités de pêche normale, au besoin;
  - une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 200 m de profondeur;
  - tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes;
  - les pattes de panneau;
  - les dispositifs de récupération et pantoires;
  - le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
  - les crochets en G ou l'équivalent;
  - tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
  - les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.

## DÉTAILS DU MATÉRIEL ACOUSTIQUE

- Le navire sera doté d'émetteurs-récepteurs polyvalents KONGSBERG SIMRAD EK60 pour transducteurs de 38 et 120 kHz au besoin.
- Le navire doit fournir :
  - un échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou un échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.

## DÉTAILS DES AUTRES ENGINS DE PÊCHE

- Le navire doit fournir :
  - Un treuil comportant un câble métallique adéquat d'une longueur d'au moins 525 m installé dans un endroit adapté au déploiement d'une sonde CTP portable pour obtenir des profils verticaux et d'un filet Bongo pour obtenir des échantillons de plancton. Le treuil doit être capable de remonter l'équipement scientifique à la surface à une vitesse de 1 m/seconde. Les coups de sonde CTP sont effectués à une profondeur maximale de 500 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes) et les lancées de filet Bongo à une profondeur maximale de 250 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes). La capacité de recevoir un treuil portatif électrique (d'une taille maximale de 1 m x 1 m x 1 m) (doit être branché dans une prise 110 V c.a.) dans une zone protégée du pont pour le déploiement des caméras sous-marines spécialisées sur le flanc du navire.



## 22. RELEVÉ 5 : RELEVÉ NOCTURNE AU CHALUT DANS LES ÉCOSYSTÈMES PÉLAGIQUES DE LA CÔTE OUEST DE L'ÎLE DE VANCOUVER

Personne-ressource : < Désignée à l'attribution du contrat >

Durée du relevé : De 12 à 14 jours consécutifs (comprend le chargement et le déchargement)

Changements d'équipage du personnel scientifique : Possiblement aucun pour les relevés d'une durée de 12 jours. Au moins un à mi-parcours pour les relevés plus longs.

Fenêtre temporelle : Du début à la mi-août.

Emplacement : Côte ouest de l'île de Vancouver (voir la figure 5). L'emplacement initial du relevé pourrait être Ucluelet ou Port Alberni (si effectué immédiatement après le relevé 4 – Relevé au chalut du banc La Pérouse).

Équipage du navire : Minimum de cinq, avec une préférence accordée à un navire d'un minimum de six, y compris un membre d'équipage en plus du capitaine, certifié pour piloter le navire le jour durant la collecte des données acoustiques (de 70 à 100 milles marins/jour).

Quartiers d'habitation pour le personnel scientifique : Minimum de cinq, préférence pour les navires pouvant accueillir de six à huit personnes.

### PORTÉE DES TRAVAUX

L'objectif principal du relevé nocturne au chalut dans les écosystèmes pélagiques consiste à comprendre les facteurs qui influencent l'aire de répartition, l'abondance relative et la trophodynamique des poissons pélagiques et des espèces-proies (petits poissons, zooplancton) en été. Les objectifs comprennent l'analyse de l'abondance relative et de l'aire de répartition des poissons pélagiques dans une région de relevé qui représente les eaux côtières au large de la côte ouest de l'île de Vancouver (COIV) (figure 5). Outre la composition des espèces de poissons et les renseignements biologiques, on recueille les données sur la répartition du zooplancton, l'abondance relative, la biomasse et la composition des espèces. De plus, les propriétés de l'eau, telles que la conductivité, la température, la densité et l'oxygène, sont recueillies au moyen de coups de sonde verticaux associés au filet du chalut.

Objectifs opérationnels :

1. Employer des chaluts pélagiques pour effectuer des traits en surface et recueillir les données sur la composition des espèces et les renseignements biologiques représentant la communauté des poissons pélagiques en surface la nuit.
2. Recueillir des renseignements biologiques sur les espèces pélagiques (mesures morphométriques et régime alimentaire).
3. Utiliser un filet Bongo pour prélever des espèces de zooplancton de petite taille qui serviront aux estimations de la biomasse, de l'abondance et de la composition des espèces dans la colonne d'eau.
4. Recueillir les mesures de conductivité, de température, de densité et de teneur en oxygène de la colonne d'eau (coups de sonde verticaux et traits de chalut associés).
5. Utiliser les dispositifs acoustiques pour analyser et enregistrer l'aire de répartition et l'abondance relative des poissons et du zooplancton durant la journée le long de transects prédéterminés (cette opération est souhaitable et pourrait être avantageuse, sans toutefois être vraiment essentielle, comme c'est le cas pour le relevé du banc de La Pérouse).

Les profils CTP et des échantillons de zooplancton seront recueillis à des stations préétablies. Les coups de sonde de conductivité et de température en profondeur et les lances de filet Bongo pour prélever le zooplancton sont habituellement effectués à la marée (entre 19 h 30 et 20 h 30) et à l'aube (5 h 30 à 7 h 00).

Durant les heures de clarté (c.-à-d., entre 6 h 00 et 20 h 00), les données acoustiques seront recueillies le long d'une série de transects parallèles dans une zone d'échantillonnage principale au large de la côte ouest de l'île de Vancouver. La vitesse du navire durant la collecte des données acoustiques sera de neuf (9) nœuds.

De plus, une unité de conductivité en profondeur (et un capteur d'oxygène dissous) sera montée sur le filet.

L'entrepreneur devra fournir les données suivantes sur l'activité de pêche : largeur et hauteur de l'ouverture du filet (m) durant le trait, fune (m), profondeur du filet (m) et information sur le vent, la température et les marées.

Certains membres du personnel scientifique, presque tout le matériel et bon nombre de protocoles d'échantillonnage sont les mêmes pour le relevé de jour du banc La Pérouse (section 22 : relevé 4) et le relevé nocturne au chalut de la COIV. Afin de faciliter la logistique et d'optimiser l'efficacité du temps-navire, les deux relevés doivent être prévus l'un à la suite de l'autre.

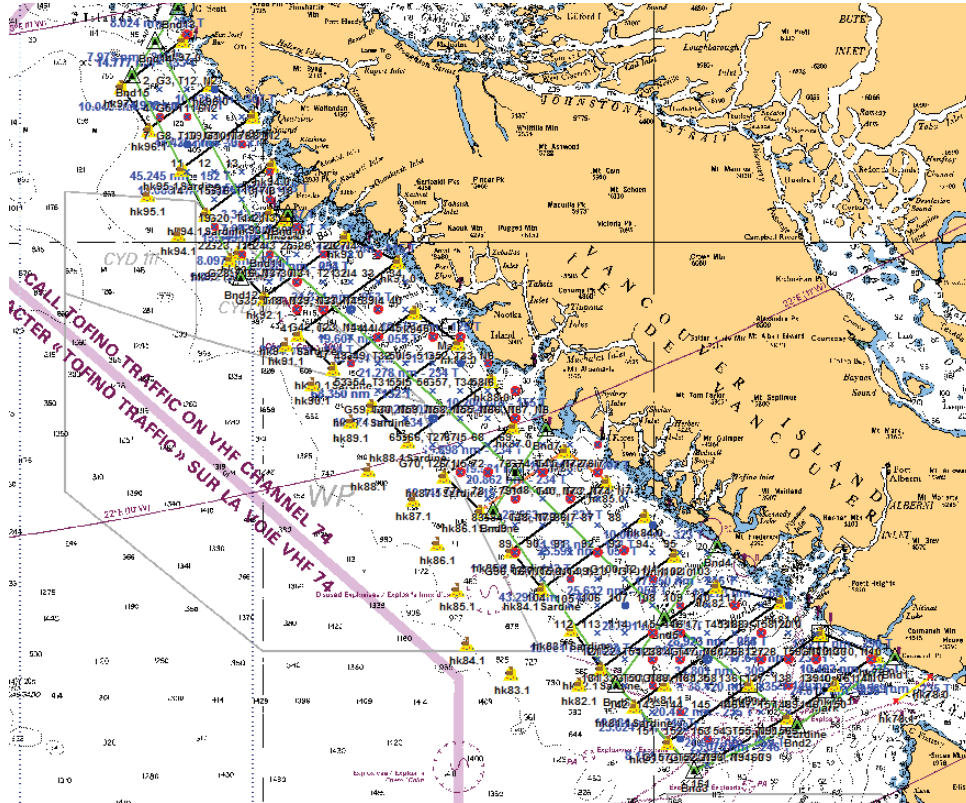


Figure 5. Conception de l'échantillonnage du relevé estival nocturne au chalut effectué dans les écosystèmes pélagiques de la côte ouest de l'île de Vancouver à des fins de démonstration. Région totale couverte par le relevé : Environ 1 700 km<sup>2</sup>. Les points rouges et bleus représentent les emplacements du relevé au chalut à l'aveugle effectué la nuit (de 5 à 7 traits par nuit). Les lignes noires en zigzag représentent les trajets de jour des transects acoustiques (c.-à-d., de 90 à 140 milles nautiques par jour). Les tracés des transects sont généralement parallèles aux caps est-ouest vrais en 2017 et 2018 (plutôt que perpendiculaires à la rive comme l'illustre la figure).

## OPÉRATIONS DE PÊCHE ET OPÉRATIONS ACOUSTIQUES

Profil opérationnel : Les traits de chalut en surface sont effectués la nuit entre 21 h 00 et 6 h 00. Les coups de sonde de conductivité et de température en profondeur et les lancées de filet Bongo pour prélever le zooplancton sont habituellement effectués à la brunante (entre 19 h 30 et 20 h 30) et à l'aube (5 h 30 à 7 h 00). Les données acoustiques seront recueillies le long d'une série de transects parallèles dans une zone d'échantillonnage principale au large de la côte ouest de l'île de Vancouver durant les heures de clarté (c.-à-d., entre 6 h 00 et 20 h 00).

Protocoles de pêche particuliers : La zone du relevé est délimitée sur la côte approximativement par l'isobathe de 50 m et au large des côtes, au nord, approximativement par l'isobathe de 1 500 m et au sud, approximativement par l'isobathe de 1 000 m (Figure 5). Les traits de chalut en surface sont effectués la nuit (entre 21 h 00 et 6 h 00) à l'aveugle, sur des sites prédéterminés le long d'un quadrillage d'échantillonnage (environ de 10 km x 10 km) dans une zone d'échantillonnage principale (à l'aveugle signifie sans les données provenant de l'échosondeur acoustique). En moyenne, de six à sept traits sont effectués chaque nuit; chaque trait est effectué à la vitesse de cinq nœuds pendant 20 minutes.

## DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE

- Engin de pêche : Un chalut pélagique (modèle 250).
- Profondeurs : Jusqu'à 100 m (mais la plupart des traits seront effectués à une profondeur de 30 m ou moins)
- Vitesse du chalut : 5 nœuds.
- Durée de trait ciblée : 20 minutes
- Panneaux : Fournis par le navire
- Exigences minimales en matière de surveillance du rendement du filet : Sondeur de chalut requis; l'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit non seulement surveiller le rendement du filet (profondeur de la ralingue supérieure, ouverture du filet, etc.) mais également identifier les cibles acoustiques lorsqu'elles pénètrent dans le filet.
- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (chalut pélagique modèle 250);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage. Le navire doit fournir tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes.
- Le navire doit fournir :
  - des panneaux de chalut appropriés au chalutage en surface (panneaux USA Jet P ou l'équivalent) approuvés par le MPO. Le MPO pourrait être en mesure de fournir des panneaux compatibles aux activités de pêche normale, au besoin;
  - un treuil comportant un câble métallique adéquat d'une longueur d'au moins 525 m installé dans un endroit adapté au déploiement d'une sonde CTP portative pour obtenir des profils verticaux et d'un filet Bongo pour obtenir des échantillons de plancton. Le treuil doit être capable de remonter l'équipement scientifique à la surface à une vitesse de 1 m/seconde. Les coups de sonde CTP sont effectués à une profondeur maximale de 500 m et les lancées de filet Bongo à une profondeur de 250 m, ou à 10 m du fond dans

les eaux moins profondes. Le navire hydrographique doit également fournir du personnel (au moins une personne) qui apportera de l'aide dans le cadre de ces opérations. Si aucun autre tambour de tirage ou treuil n'est disponible, on doit en installer un avant le début des relevés;

- une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 100 m de profondeur;
- les pattes de panneau;
- les dispositifs de récupération et pantoires;
- le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
- les crochets en G ou l'équivalent;
- tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
- les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.

## DÉTAILS DU MATÉRIEL ACOUSTIQUE

- Le navire sera doté d'émetteurs-récepteurs polyvalents KONGSBERG SIMRAD EK60 pour transducteurs de 38 et 120 kHz au besoin.
- Le navire doit fournir :
  - un échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou un échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.

## DÉTAILS DES AUTRES ENGINS DE PÊCHE

- Le navire doit fournir :
  - Un treuil comportant un câble métallique adéquat d'une longueur d'au moins 525 m installé dans un endroit adapté au déploiement d'une sonde CTP portative pour obtenir des profils verticaux et d'un filet Bongo pour obtenir des échantillons de plancton. Le treuil doit être capable de remonter l'équipement scientifique à la surface à une vitesse de 1 m/seconde. Les coups de sonde CTP sont effectués à une profondeur maximale de 500 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes) et les lancées de filet Bongo à une profondeur maximale de 250 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes). La capacité de recevoir un treuil portatif électrique (d'une taille maximale de 1 m x 1 m x 1 m) (doit être branché dans une prise 110 V c.a.) dans une zone protégée du pont pour le déploiement des caméras sous-marines spécialisées sur le flanc du navire.

## 23. RELEVÉ 6 : RELEVÉ ACOUSTIQUE AU CHALUT DU MERLU DU PACIFIQUE EN COLLABORATION AVEC LA NOAA

Personne-ressource : < Désignée à l'attribution du contrat >

Durée du relevé : De 28 à 30 jours consécutifs (comprend le chargement et le déchargement)

Changements d'équipage du personnel scientifique : Au moins un à mi-parcours.

Fenêtre temporelle : De la mi-août à la mi-septembre.

Emplacement : Côte ouest du Canada (voir la figure 6).

Équipage du navire : Minimum de cinq.

Quartiers d'habitation pour le personnel scientifique : De quatre à six couchettes.

### PORTÉE DES TRAVAUX

Des relevés acoustiques au chalut pour évaluer l'aire de répartition et l'abondance du merlu du Pacifique sont effectués depuis 1977 par les États-Unis et conjointement avec le Canada depuis 1992 (sous la forme de relevés biennaux depuis 1995), sous l'égide de l'Accord relatif au merlu du Pacifique, qui reconnaît que cette espèce est une ressource transfrontalière. Ces relevés ont étudié l'aire de répartition complète du merlu en utilisant des protocoles normalisés et du matériel acoustique. La portion canadienne du relevé est généralement effectuée à compter de la mi-août et dure environ 30 jours. Les résultats du relevé seront incorporés à l'évaluation des stocks de merlu. Le site du traité où l'on trouve l'évaluation et les documents du relevé peut être consulté à l'adresse suivante :

[http://www.westcoast.fisheries.noaa.gov/fisheries/management/whiting/pacific\\_whiting\\_treaty.html](http://www.westcoast.fisheries.noaa.gov/fisheries/management/whiting/pacific_whiting_treaty.html)

Objectifs opérationnels :

1. Recourir à l'acoustique pour étudier l'aire de répartition du merlu du Pacifique et son abondance relative.
2. Employer des chaluts pélagiques et des caméras sous-marines pour vérifier les cibles acoustiques et recueillir les données sur la composition des espèces et les renseignements biologiques.
3. Recueillir des renseignements biologiques sur le merlu du Pacifique et les espaces de poissons pélagiques connexes (mesures morphométriques et régime alimentaire).
4. Utiliser un filet Bongo pour prélever des espèces de zooplancton de petite taille qui serviront aux estimations de la biomasse, de l'abondance et de la composition des espèces dans la colonne d'eau.
5. Effectuer les mesures de conductivité, de température, de densité et d'oxygène dans la colonne d'eau.
6. Étalonner les appareils acoustiques du navire (une ou deux fois par relevé).

Les opérations de levés seront coordonnées de près avec celles du navire de la NOAA, le *Bell M. Shimada*. Elles devront suivre les mêmes transects acoustiques au large de la côte ouest de l'île de Vancouver (COIV) pour l'étalonnage internavire du navire (formation aléatoire de type « Suivez le guide ») et l'intercalation des transects pour le reste du sondage (p. ex., dans le détroit d'Hécate, au large de Haida Gwaii).

Les étalonnages internavire sont effectués pour s'assurer que les données recueillies par les deux navires sont aussi semblables que possible. Pour ce faire, on utilise la méthode « Suivez le guide », ce qui signifie que les navires suivent un transect à tour de rôle, le deuxième navire suivant le premier à environ un demi-mille nautique. Les données acoustiques sont comparées, puis on ajuste les sondeurs pour s'assurer que les données acoustiques des deux navires sont aussi semblables que possible. La méthode « Suivez le guide » permet également de déterminer si le son provenant du navire de tête a un effet sur le comportement du poisson.

Pour étalonner les appareils acoustiques d'un navire (pas l'étalonnage internavire), le navire doit être ancré dans les eaux calmes d'une baie où il y a peu ou pas de poissons. La petite embarcation sera utilisée pour placer trois lignes de pêche, auxquelles une petite sphère d'étalonnage sera fixée, sous les sondeurs du navire. Le personnel scientifique effectue un étalonnage acoustique pendant lequel le navire doit rester ancré, les moteurs arrêtés. Cette activité prend d'une demi-journée à une journée complète selon les conditions et doit être effectuée au début et à la fin du relevé.

## **OPÉRATIONS DE PÊCHE ET OPÉRATIONS ACOUSTIQUES**

Profil opérationnel : Durant les heures de clarté, du lever au coucher du soleil.

Protocoles de pêche particuliers : L'entrepreneur doit pouvoir utiliser des chaluts pélagiques pour atteindre les cibles de poissons détectées par les capteurs acoustiques. Après consultation entre le scientifique en chef et le capitaine, de petits échantillons des cibles détectées acoustiquement seront recueillis au moyen d'un chalut pélagique avec système de caméra ou avec une caméra lestée. L'objectif lointain consiste à vérifier la composition des espèces et la taille des poissons. La taille idéale de la prise ou de l'échantillon est de 100 à 500 kg. La longueur des traits pélagiques variera de moins d'une minute jusqu'à 45 minutes, en fonction de la densité du regroupement et des éléments pénétrant dans le filet que le sonar de pêche a détectés. Le scientifique en chef décidera de la longueur du trait en l'effectuant. On effectue habituellement d'un à six traits par jour ou plus, tout dépendant du nombre de regroupements observés et du temps nécessaire pour récupérer les traits de chalut précédents.

La vitesse du navire durant la collecte des données acoustiques sera de neuf à dix nœuds. De plus, une unité de conductivité en profondeur (et un capteur d'oxygène dissous) sera montée sur le filet.

L'entrepreneur devra fournir les données suivantes sur l'activité de pêche : largeur et hauteur de l'ouverture du filet (m) durant le trait, fune (m), profondeur du filet (m) et information sur le vent, la température et les marées. Les profils CTP et des échantillons de zooplancton seront recueillis à des stations préétablies.

## **DÉTAILS DES ENGINS DE PÊCHE**

- Engin de pêche : Un chalut pélagique (modèle 250).
- Profondeurs : Chalut pélagique à des profondeurs pouvant atteindre 500 m dans des conditions de mer « normales ».
- Vitesse du chalut : 2,5 à 3,0 nœuds
- Durée de trait ciblée : Moins d'une minute jusqu'à 45 minutes
- Panneaux : Fournis par le navire

- Exigences minimales en matière de surveillance du rendement du filet : Sondeur de chalut requis; l'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit non seulement surveiller le rendement du filet (profondeur de la ralingue supérieure, ouverture du filet, etc.) mais également identifier les cibles acoustiques lorsqu'elles pénètrent dans le filet.
- Le navire disposera des éléments suivants :
  - deux chaluts de recherche (chalut pélagique modèle 250);
  - tout le matériel sera fourni, de la drague flottante jusqu'au cul de chalut. Cela comprend les dragues flottantes, les plaques en delta, les émerillons, les raccords Hammerlock, la partie principale du filet, les bourrelets, la toile de rechange et la ficelle de ramendage. Le navire doit fournir tout l'engin de pêche précédant les dragues flottantes;
  - un treuil portatif électrique (d'une taille maximale de 1 m x 1 m x 1 m) pour le déploiement des caméras sous-marines spécialisées sur le flanc du navire.
- Le navire doit fournir :
  - des panneaux de chalut appropriés au chalutage en surface (panneaux USA Jet P ou l'équivalent) approuvés par le MPO. Le MPO pourrait être en mesure de fournir des panneaux compatibles aux activités de pêche normale, au besoin;
  - une paire de cordage en fil d'acier ou fune principale pour la pêche jusqu'à 500 m de profondeur;
  - les pattes de panneau;
  - les dispositifs de récupération et pantoires;
  - le tambour de tirage ou câbles de cabestan;
  - les crochets en G ou l'équivalent;
  - tous les émerillons utilisés sur le tambour de tirage ou les câbles de cabestan;
  - les outils de ramendage de filet tels que les aiguilles, les couteaux, les poinçons à raccord de jonction Hammerlock, etc.

## DÉTAILS DU MATÉRIEL ACOUSTIQUE

- Le navire sera doté d'émetteurs-récepteurs polyvalents KONGSBERG SIMRAD EK60 pour transducteurs de 38 et 120 kHz au besoin.
- Le navire doit fournir :
  - un échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou un échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.



## DÉTAILS DES AUTRES ENGINS DE PÊCHE

- Le navire doit fournir :
  - Un treuil comportant un câble métallique adéquat d'une longueur d'au moins 525 m installé dans un endroit adapté au déploiement d'une sonde CTP portable pour obtenir des profils verticaux et d'un filet Bongo pour obtenir des échantillons de plancton. Le treuil doit être capable de remonter l'équipement scientifique à la surface à une vitesse de 1 m/seconde. Les coups de sonde CTP sont effectués à une profondeur maximale de 500 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes) et les lancements de filet Bongo à une profondeur maximale de 250 m (ou à 10 m du fond dans les eaux moins profondes). La capacité de recevoir un treuil portatif électrique (d'une taille maximale de 1 m x 1 m x 1 m) (doit être branché dans une prise 110 V c.a.) dans une zone protégée du pont pour le déploiement des caméras sous-marines spécialisées sur le flanc du navire.

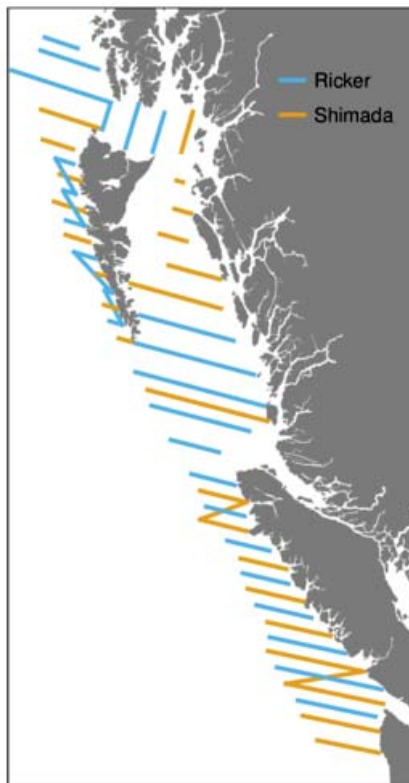


Figure 6. Exemple de plan d'ensemble des transects pour le relevé acoustique au chalut du merlu du Pacifique (partie canadienne). Cette carte a été préparée pour le relevé de 2015. La position réelle des transects pour le relevé de 2017 sera légèrement différente, mais suivra le même plan d'ensemble général.

**ANNEXE B**  
**BASE DE PAIEMENT**

**1. Tableau des prix**

<b>Relevé n° 1 : Relevé synoptique au chalut de fond</b>				
<b>Article</b>	<b>Description</b>	<b>Période du contrat</b>	<b>Unité</b>	<b>Prix unitaire ferme</b>
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
<b>Devise</b>				

Relevé n° 2 : Relevé des saumoneaux				
Article	Description	Période du contrat	Unité	Prix unitaire ferme
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
Devise				

Relevé n° 3 : Relevé de multiples espèces au chalut de fond à petites mailles				
Article	Description	Période du contrat	Unité	Prix unitaire ferme
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
Devise				

Relevé n° 4 : Relevé acoustique au chalut du banc La Perouse				
Article	Description	Période du contrat	Unit	Prix unitaire ferme
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
Devise				

Relevé n° 5 : Relevé au chalut la nuit sur la côte Ouest de l'île de Vancouver				
Article	Description	Période du contrat	Unité	Prix unitaire ferme
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
Devise				

Relevé n° 6 : Relevé acoustique au chalut des stocks de merlu du Pacifique				
Article	Description	Période du contrat	Unité	Prix unitaire ferme
A	Jour de relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	
B	Jour sans relevé	Date du contrat au 31 mars 2018	Jour	0,00 \$
C	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	
D	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019	Jour	0,00 \$
E	Jour de relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	
F	Jour sans relevé	Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020	Jour	0,00 \$
Devise				



## **2. Notes du tableau des prix**

### **Jour de relevé**

Jour où le navire de relevé est en mer pour exécuter les travaux prévus à l'annexe A.

- ou -

Jour où l'équipement fourni par PCO doit faire l'objet de réparations.

- ou -

Lorsque le navire n'est pas en mesure d'exploiter en toute sécurité dans la zone de travail en raison de la mer ou des conditions météorologiques, tel que convenu par le représentant de l'entrepreneur, et le représentant du Canada.

### **Jour sans relevé**

Jour où le navire doit retourner au port aux fins de réparation de l'équipement qu'il renferme.

- ou -

Jour où le scientifique en chef et le capitaine du navire ne parviennent pas à résoudre un problème susceptible d'invalidiser les données du relevé ou de mettre en danger l'équipe sur le terrain, si bien que le scientifique en chef ordonne le retour au port du navire.

Lorsque des événements ne concernant pas les relevés surviendront, le prix unitaire des jours de relevé sera calculé proportionnellement selon la définition d'une journée, à savoir une période de 24 heures consécutives commençant à minuit (heure locale).

### **Prix unitaire ferme**

Les prix indiqués dans le tableau des prix constituent la contrepartie totale pour l'exécution des travaux prévus au contrat. Ils comprennent la fourniture de tous les éléments nécessaires et appropriés pour la réalisation des travaux, sauf disposition expresse contraire prévue dans le contrat. Ils englobent notamment les dépenses liées aux éléments suivants : les services des représentants de l'entrepreneur et des membres de l'équipage, la main-d'œuvre, la sous-traitance, les frais généraux, les avantages sociaux, le soutien additionnel, les droits de port, l'amarrage, l'homme de quart à la passerelle, les frais pour les services du navire, les certificats, l'entretien, les produits consommables incluant le carburant, l'huile de graissage, la graisse, les filtres, les fournitures pour la salle des machines et les fournitures destinées à l'exploitation du navire que requière normalement la conduite d'activités de pêche commerciale, les coûts directs et indirects, les dépenses de bureau, les coûts du financement, les provisions pour éventualités, les frais d'administration générale, les déplacements, l'hébergement, les repas, les frais de subsistance, les assurances, les permis et le profit. Les taxes applicables sont en sus.

## **ANNEXE C**

### **EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

## 1. Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel désigné : Le Canada est désigné comme assuré additionnel désigné, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat.
  - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
  - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - d. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - e. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :  
*Avocat général principal*  
*Section du contentieux des affaires civiles*  
*Ministère de la Justice*  
*234, rue Wellington, Tour de l'Est*  
*Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

## **2. Assurance tous risques des biens**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à :
  - (a) 425,000.00\$ for Relevé no 1;
  - (b) 225,000.00\$ for Relevé no 2;
  - (c) 200,000.00\$ for Relevé no 3;
  - (d) 450,000.00\$ for Relevé no 4;
  - (e) 420,000.00\$ for Relevé no 5;
  - (f) 470,000.00\$ for Relevé no 6.La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement (nouveau).
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

## **3. Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
  - f. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur

et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

#### 4. Assurance maritime sur coque

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance sur coque et machines pour un engin nautique et son équipement, pour un montant ne devant pas être inférieur à la valeur agréée pour l'engin nautique et précisé ci-dessous. La protection doit être conforme aux clauses de *l'American Institute Hull* (2 juin 1977) ou de son équivalent.

- (a) Pour Relevé no 1 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

- (b) Pour Relevé no 2 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

- (c) Pour Relevé no 3 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

- (d) Pour Relevé no 4 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

- (e) Pour Relevé no 3 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

(f) Pour Relevé no 4 :

Nom du navire : \_\_\_\_\_

Valeur convenue du navire : \_\_\_\_\_

2. La police doit comprendre les avenants suivants :

- a. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
- b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

## **ANNEXE D**

### **FORMULAIRE AUTORISATION DE TÂCHES**



## Task Authorization Autorisation de tâche

**Instruction for completing the form PWGSC - TPSGC 572 - Task Authorization**  
(Use form DND 626 for contracts for the Department of National Defence)

**Instruction pour compléter le formulaire PWGSC - TPSGC 572 - Autorisation de tâche**  
(Utiliser le formulaire DND 626 pour les contrats pour le ministère de la Défense)

**Contract Number**

Enter the PWGSC contract number.

**Numéro du contrat**

Inscrire le numéro du contrat de TPSGC.

**Contractor's Name and Address**

Enter the applicable information

**Nom et adresse de l'entrepreneur**

Inscrire les informations pertinentes

**Security Requirements**

Enter the applicable requirements

**Exigences relatives à la sécurité**

Inscrire les exigences pertinentes

**Total estimated cost of Task (Applicable taxes extra)**

Enter the amount

**Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus)**

Inscrire le montant

**For revision only**

**Aux fins de révision seulement**

**TA Revision Number**

Enter the revision number to the task, if applicable.

**Numéro de la révision de l'AT**

Inscrire le numéro de révision de la tâche, s'il y a lieu.

**Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision**

Enter the amount of the task indicated in the authorized TA or, if the task was previously revised, in the last TA revision.

**Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision**

Inscrire le montant de la tâche indiquée dans l'AT autorisée ou, si la tâche a été révisée précédemment, dans la dernière révision de l'AT.

**Increase or Decrease (Applicable taxes extra), as applicable**

As applicable, enter the amount of the increase or decrease to the Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision.

**Augmentation ou réduction (Taxes applicables en sus), s'il y a lieu**

S'il y a lieu, inscrire le montant de l'augmentation ou de la réduction du Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision.

**1. Required Work: Complete sections A, B, C, and D, as required.**

**1. Travaux requis : Remplir les sections A, B, C et D, au besoin.**

**A. Task Description of the Work required:**

Complete the following paragraphs, if applicable. Paragraph (a) applies only if there is a revision to an authorized task.

(a) Reason for revision of TA, if applicable: Include the reason for the revision; i.e. revised activities; delivery/completion dates; revised costs. Revisions to TAs must be in accordance with the conditions of the contract. See Supply Manual 3.35.1.50 or paragraph 6 of the Guide to Preparing and Administering Task Authorizations.

(b) Details of the activities to be performed (include as an attachment, if applicable)

(c) Description of the deliverables to be submitted (include as an attachment, if applicable).

(d) Completion dates for the major activities and/or submission dates for the deliverables (include as an attachment, if applicable).

**A. Description de tâche des travaux requis :**

Remplir les alinéas suivants, s'il y a lieu : L'alinéa (a) s'applique seulement s'il y a révision à une tâche autorisée.

(a) Motif de la révision de l'AT, s'il y a lieu : Inclure le motif de la révision c.-à.-d., les activités révisées, les dates de livraison ou d'achèvement, les coûts révisés. Les révisions apportées aux AT doivent respecter les conditions du contrat. Voir l'article 3.35.1.50 du Guide des approvisionnements ou l'alinéa 6 du Guide sur la préparation et l'administration des autorisations de tâches.

(b) Détails des activités à exécuter (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(c) Description des produits à livrer (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

(d) Les dates d'achèvement des activités principales et (ou) les dates de livraison des produits (joindre comme annexe, s'il y a lieu).

---

**B. Basis of Payment:**

Insert the basis of payment or bases of payment that form part of the contract that are applicable to the task description of the work; e.g. firm lot price, limitation of expenditure, firm unit price

**C. Cost of Task:****Insert Option 1 or 2:****Option 1:**

Total estimated cost of Task (Applicable taxes extra): Insert the applicable cost elements for the task determined in accordance with the contract basis of payment; e.g. Labour categories and rates, level of effort, Travel and living expenses, and other direct costs.

**Option 2:**

Total cost of Task (Applicable taxes extra): Insert the firm unit price in accordance with the contract basis of payment and the total estimated cost of the task.

**D. Method of Payment**

Insert the method(s) of payment determined in accordance with the contract that are applicable to the task; i.e. single payment, multiple payments, progress payments or milestone payments. For milestone payments, include a schedule of milestones.

**B. Base de paiement :**

Insérer la base ou les bases de paiement qui font partie du contrat qui sont applicables à la description du travail à exécuter : p. ex., prix de lot ferme, limitation des dépenses et prix unitaire ferme.

**C. Coût de la tâche :****Insérer l'option 1 ou 2****Option 1 :**

Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) Insérer les éléments applicables du coût de la tâche établies conformément à la base de paiement du contrat. p. ex., les catégories de main d'œuvre, le niveau d'effort, les frais de déplacement et de séjour et autres coûts directs.

**Option 2 :**

Coût total de la tâche (Taxes applicables en sus) : Insérer le prix unitaire ferme conformément à la base de paiement du contrat et le coût estimatif de la tâche.

**D. Méthode de paiement**

Insérer la ou les méthode(s) de paiement établit conformément au contrat et qui sont applicable(s) à la tâche; c.-à.-d., paiement unique, paiements multiples, paiements progressifs ou paiements d'étape. Pour ces derniers, joindre un calendrier des étapes.

---

**2. Authorization(s):**

The client and/or PWGSC must authorize the task by signing the Task Authorization in accordance with the conditions of the contract. The applicable signatures and the date of the signatures is subject to the TA limits set in the contract. When the estimate of cost exceeds the client Task Authorization's limits, the task must be referred to PWGSC.

**3. Contractor's Signature**

The individual authorized to sign on behalf of the Contractor must sign and date the TA authorized by the client and/or PWGSC and provide the signed original and a copy as detailed in the contract.

**2. Autorisation(s) :**

Le client et (ou) TPSGC doivent autoriser la tâche en signant l'autorisation de tâche conformément aux conditions du contrat. Les signatures et la date des signatures appropriées sont assujetties aux limites d'autorisation de tâche établies dans le contrat. Lorsque l'estimation du coût dépasse les limites d'autorisation de tâches du client, la tâche doit être renvoyée à TPSGC.

**3. Signature de l'entrepreneur**

La personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur doit signer et dater l'AT, autorisée par le client et (ou) TPSGC et soumettre l'original signé de l'autorisation et une copie tel que décrit au contrat.

---



## Task Authorization Autorisation de tâche

Contract Number - Numéro du contrat

Contractor's Name and Address - Nom et l'adresse de l'entrepreneur	Task Authorization (TA) No. - N° de l'autorisation de tâche (AT)
	Title of the task, if applicable - Titre de la tâche, s'il y a lieu
	Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) \$
Security Requirements: This task includes security requirements Exigences relatives à la sécurité : Cette tâche comprend des exigences relatives à la sécurité <input type="checkbox"/> No - Non <input type="checkbox"/> Yes - Oui    If YES, refer to the Security Requirements Checklist (SRCL) included in the Contract Si OUI, voir la Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS) dans le contrat  ▶	

### For Revision only - Aux fins de révision seulement

TA Revision Number, if applicable Numéro de révision de l'AT, s'il y a lieu	Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision Coût total estimatif de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision \$	Increase or Decrease (Applicable taxes extra), as applicable Augmentation ou réduction (Taxes applicables en sus), s'il y a lieu \$
--	--	---

**Start of the Work for a TA : Work cannot commence until a TA has been authorized in accordance with the conditions of the contract.**

**Début des travaux pour l'AT : Les travaux ne peuvent pas commencer avant que l'AT soit autorisée conformément au contrat.**

### 1. Required Work: - Travaux requis :

A. Task Description of the Work required - Description de tâche des travaux requis	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
B. Basis of Payment - Base de paiement	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
C. Cost of Task - Coût de la tâche	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>
D. Method of Payment - Méthode de paiement	See Attached - Ci-joint <input type="checkbox"/>

Contract Number - Numéro du contrat

## 2. Authorization(s) - Autorisation(s)

By signing this TA, the authorized client and (or) the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the contract.

The client's authorization limit is identified in the contract. When the value of a TA and its revisions is in excess of this limit, the TA must be forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.

En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et (ou) l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT respecte les conditions du contrat.

La limite d'autorisation du client est précisée dans le contrat. Lorsque la valeur de l'AT et ses révisions dépasse cette limite, l'AT doit être transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.

\_\_\_\_\_  
Name and title of authorized client - Nom et titre du client autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
PWGSC Contracting Authority - Autorité contractante de TPSGC

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## 3. Contractor's Signature - Signature de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_  
Name and title of individual authorized - to sign for the Contractor  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## **ANNEXE E**

### **CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES**

# CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

---

## 1. GÉNÉRALITÉS

Chaque soumission sera évaluée en fonction des critères décrits ou cités dans la présente annexe.  
Chaque soumission sera évaluée pour chaque relevé pour lequel la soumission propose un navire.  
Les soumissions qui proposent plusieurs navires seront évaluées, mais chaque relevé doit être effectué par un seul navire.

La soumission doit démontrer que des services semblables à ceux décrits dans l'énoncé de travail ont été fournis. Le soumissionnaire doit noter que le fait d'énumérer l'expérience sans fournir de renseignements à l'appui qui indiquent les responsabilités, les tâches et la pertinence des exigences ne sera pas considéré comme une démonstration aux fins de la présente évaluation.

Le soumissionnaire doit fournir des précisions détaillées sur le lieu et le moment (mois et année) où les qualifications et l'expérience mentionnées ont été acquises, de même que sur la façon dont elles l'ont été (par la voie de quelles activités ou responsabilités).

Les soumissions seront évaluées en fonction de l'information transmise dans la soumission et dans le formulaire de déclaration du soumissionnaire dûment rempli, et en fonction de toute inspection jugée nécessaire.

L'équipe d'évaluation peut communiquer avec les personnes-ressources mentionnées pour vérifier les renseignements sur la soumission.

## 2. CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES

Chaque soumission sera évaluée en fonction des critères d'évaluation obligatoires détaillés dans le présent document.

La soumission doit satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée admissible. Les soumissions qui ne répondent pas à tous les critères d'évaluation technique obligatoires ne seront pas retenues.

Les soumissionnaires doivent aborder chaque critère de façon assez approfondie pour que l'équipe d'évaluation puisse effectuer une analyse et une évaluation exhaustives.

	Critères d'évaluation technique obligatoires	Référence relative à la soumission
a)	La soumission doit comprendre un exemplaire rempli du formulaire de déclaration du soumissionnaire.	
b)	Le formulaire de déclaration du soumissionnaire doit démontrer que ce dernier satisfait aux exigences minimales mentionnées dans l'énoncé de travail.	
c)	La soumission doit démontrer que le navire a été utilisé activement à des fins de pêche au chalut depuis le 1 <sup>er</sup> mars 2016. Pour ce faire, il faut présenter l'un ou l'autre de ces éléments : (i) Un permis de pêche valide de catégorie « T » et un sommaire des débarquements; (ii) Un sommaire des travaux de recherche qui comprend les personnes-ressources à l'organisme de recherche.	
d)	La soumission doit comprendre des exemplaires du certificat valide d'inspection de navire de Transports Canada.	
e)	La soumission doit identifier chaque personne que le soumissionnaire propose comme membre d'équipage pour le contrat subséquent. La soumission doit indiquer le poste et les responsabilités de chaque personne proposée. La soumission doit démontrer que chaque personne satisfait aux exigences minimales mentionnées dans l'énoncé de travail.	
(f)	La soumission doit démontrer que le capitaine proposé satisfait aux exigences suivantes en matière d'expérience en date du 1 <sup>er</sup> mars 2017 : (i) Au moins cinq années d'expérience de pêche au chalut comme maître d'un navire d'une taille comparable au cours des dix dernières années.	
(g)	Déclaration qui décrit l'expérience professionnelle pertinente de chaque membre d'équipage en date du 1 <sup>er</sup> mars 2017 : (i) Pêcheur principal qui possède au moins cinq années d'expérience de la pêche au chalut et de la construction, de l'installation de gréements, de la réparation et de l'utilisation de chaluts;	

	<p>(ii) Le cuisinier ou le pêcheur-cuisinier doit avoir un minimum de deux ans d'expérience de la planification et de la préparation quotidienne de trois repas pour un groupe d'au moins neuf personnes.</p> <p>(iii) Au moins un autre pêcheur (pêcheur ou pêcheur-ingénieur) doit avoir un minimum de deux années d'expérience de la pêche au chalut et d'aide à la réparation d'engins de chalutage.</p>	
--	--	--

### 3. CRITÈRES TECHNIQUES D'ÉVALUATION PAR POINTS

Critère coté		Référence relative à la soumission	Note maximale possible	Attribution des points
<b>A. CARACTÉRISTIQUES VOULUES DU NAVIRE</b>				
La soumission démontre, par les réponses inscrites dans le formulaire de déclaration du soumissionnaire, la façon dont le navire proposé satisfait aux exigences suivantes :				
(1)	capacité du navire à remorquer des chaluts de relevé déduite à partir de la puissance du navire		60	
	1 101 ou plus			60
	De 1 000 à 1 100 hp			40
	Moins de 1 000 hp			0
(2)	Longueur du navire		50	
	111 pieds ou plus			50
	De 101 à 110 pieds			30
	De 91 à 100 pieds			10
	Moins de 91 pieds			0
(3)	Âge de la fune au 1 <sup>er</sup> mars 2017		40	
	Fune neuve jusqu'à 24 mois d'âge			40
	De 25 à 48 mois			30
	De 49 à 60 mois			20
	De 61 à 72 mois			10
	De 73 à 84 mois			5
	Plus de 84 mois d'âge			0
(4)	Équipement particulier nécessaire pour réaliser les relevés individuels (par exemple, treuil de CTP et treuil pour filet de type Bongo nécessaires pour le relevé 2 : relevé de salmonidés juvéniles sur la côte de la Colombie-Britannique)		30	10 points par équipement particulier



Critère coté		Référence relative à la soumission	Note maximale possible	Attribution des points
(5)	Qualité et aménagement des aires de travail du navire pour l'enregistrement de données sur la passerelle, le tri et le pesage des prises, et l'échantillonnage biologique. (c.-à-d. pont abrité, système de convoyeur, tables de tri, alimentation électrique, etc.)		100	Voir le tableau 1
(6)	Qualité des lieux d'habitation et leur nombre. En particulier, la quantité de couchettes disponibles et la disponibilité de cabines distinctes pour le personnel féminin.		80	Voir le tableau 1
(7)	Nombre de toilettes et de douches		80	10 points par toilette. 10 points par douche.
<b>B. EXPÉRIENCE DU CAPITAINE</b>				
La soumission démontre l'expérience du capitaine proposé en matière de pêche dans la zone de relevé et l'expérience du capitaine en matière de réalisation de relevés scientifiques, y compris les parcours linéaires destinés à la pêche, les profondeurs de pêche visées et le maintien de vitesses précises pour la durée des remorquages de recherche.				
(1)	Connaissance du capitaine des eaux qui font l'objet du relevé en fonction de ses années d'expérience de la pêche.		30	Voir le tableau 1
(2)	Expérience du capitaine en matière de relevés scientifiques.		50	Voir le tableau 1
(3)	Expérience du capitaine en matière de pêche le long de parcours linéaires désignés à des vitesses et des profondeurs précises.		30	Voir le tableau 1
(4)	Expérience du capitaine en matière de relevés scientifiques.		50	Voir le tableau 1

Critère coté		Référence relative à la soumission	Note maximale possible	Attribution des points
<b>C. CARACTÉRISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES</b>				
(1)	La soumission démontre que le navire hydrographique proposé est doté d'une grue hydraulique d'une capacité minimale de 7,25 tonnes métriques (8 tonnes) et possédant une portée de 3 m (10 pi) au-delà des flancs du navire.		20	20
(2)	La soumission démontre que le navire hydrographique proposé est doté d'une connexion Internet par satellite à l'intention du personnel scientifique.		10	10
(3)	La soumission démontre qu'au moins un des membres d'équipage proposés a une formation en secourisme certifiée et valide.		10	10

Tableau 1 : attribution des points par critère d'évaluation technique noté

<b>Attribution du maximum de points</b>	<b>Description</b>
100 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre clairement que le soumissionnaire comprend la portée des travaux prévus. La soumission comprend plus d'un élément qui va au-delà des exigences de base de façon à améliorer de façon considérable la prestation des services ou l'exécution du projet. Il n'y a pas de faiblesse apparente liée à cette exigence qui pourrait nuire à l'exécution des travaux.
90 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre clairement que le soumissionnaire comprend la portée des travaux prévus. La soumission comprend un élément qui va au-delà des exigences de base de façon à améliorer la prestation des services ou l'exécution du projet. Il n'y a pas de faiblesse apparente liée à cette exigence qui pourrait nuire à l'exécution des travaux.
80 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre pleinement que le soumissionnaire comprend la portée des travaux prévus. Il n'y a pas de faiblesse apparente liée à cette exigence qui pourrait nuire à l'exécution des travaux.
50 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre pleinement que le soumissionnaire comprend la portée des travaux prévus. Toutefois, il y a certaines faiblesses qui ne devraient pas nuire à l'exécution des travaux.
20 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre que le soumissionnaire comprend quelque peu la portée des travaux prévus. Toutefois, il y a des faiblesses qui posent un risque et qui ne devraient pas nuire à l'exécution des travaux, mais qui peuvent cependant avoir un effet négatif sur le calendrier, les coûts ou la portée des travaux.
0 %	La réponse présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère démontre que le soumissionnaire ne comprend pas la portée des travaux prévus, car il y a des faiblesses qui posent un risque et qui peuvent nuire à l'exécution des travaux – ou – aucune réponse n'est présentée dans la soumission en ce qui concerne le critère.

Définitions :

1. Faiblesse : échec, défaut ou point faible; domaine à améliorer.
2. Risque : exposition à la probabilité de subir une perte ou des dommages qui nuisent au succès; les incidences potentielles (positives ou négatives) pour un bien ou une quelconque caractéristique de valeur qui peuvent survenir en raison d'un processus actuel ou d'un événement futur.

**ANNEXE F**

**FORMULAIRE DE DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE**

# FORMULAIRE DE DÉCLARATION DU SOUSSIONNAIRE

---

## 1. Coordonnées du soumissionnaire

Nom du soumissionnaire	
Nom du représentant du soumissionnaire	
Adresse	
N° de téléphone	
Télécopieur	
Courriel	

## 2. Renseignements sur le navire

Nom du navire légalement constitué	
Emplacement du navire (pour les réunions les inspections avant la réalisation des relevés)	
Déclaration de propriété (canadienne ou étrangère)	

Nom des propriétaires du navire enregistré	Adresse	N° de téléphone	Courriel


### 3. Indiquer pour quels relevés ce navire est proposé

1 : relevé synoptique au chalut de fond	
2 : salmonidés juvéniles	
3 : relevé plurispécifique au chalut de fond à petites mailles	
4 : relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse	
5 : relevé nocturne au chalut de la côte ouest de l'île de Vancouver	
6 : relevé acoustique au chalut du merlu du Pacifique	

### 4. Description du navire

Année de construction	
Matériaux de construction	
N° d'enregistrement	
Longueur (pi) (au moins 90 pieds)	
Largeur (pi)	
Tirant d'eau (pi)	
Jauge brute	
Jauge au registre	
Puissance du moteur	

Vitesse de croisière	
Nombre de membres d'équipage (y compris capitaine)	
Bateau congélateur (oui/non)	
Type et taille de la vedette	

## 5. Exigences de base concernant le navire

Indiquer le type d'activités de pêche commerciale au chalut ou de relevé de pêche au chalut au cours des 12 derniers mois.	
Autonomie du navire (nombre de jours en mer avant le ravitaillement ou le réapprovisionnement). Au moins 14 jours	
Capacité en carburant (litres)	
Capacité des réservoirs d'eau douce (litres)	
Capacité de production d'eau douce (oui ou non)	
Entièrement équipé pour le chalutage. Inclure dans la soumission un schéma détaillé du pont indiquant les dimensions (au moins 8,5 pi par 11 pi) et illustrant l'équipement de pêche au chalut, notamment la rampe arrière, les treuils de chalut, les tambours et les cabestans. Un croquis clair fait à la main est acceptable. Inclure des photos supplémentaires, au besoin.	
Système de grue d'une capacité de cinq tonnes capable de soulever ou d'abaisser verticalement le cul de chalut n'importe où sur la ligne axiale du pont de pêche.	

## 6. Description des engins de pêche

Longueur de fune	
------------------	--

(indiquer la date de prise de mesure)	
Diamètre de la fune	
Catégorie du câble de fune	
Fabrication de la fune (p. ex., filet 6 x 19 préformé)	
Aménagement de la fune	
Noyau de la fune	
Âge de la fune	
Marque du panneau	
Modèle du panneau	
Poids du panneau (indiquer la date de pesée)	
Longueur de patte de panneau	



## 7. Description de l'équipement de navigation électronique, de détection des poissons et de mesure de filet

Le cas échéant, indiquer la quantité de chaque type d'équipement, p. ex., 2 radios VHF.

Équipement	Marque et modèle
Logiciel de navigation et de traçage	
Radios	
Radar (indiquer la portée)	
GPS	
Échosondeurs	
Téléphone cellulaire (indiquer le numéro)	
Téléphone satellite (indiquer le numéro)	
Système de courriel ou Internet	
Marque, modèle et âge du sondeur de chalut	
Marque, modèle et âge du capteur d'écartement de panneau	
Marque, modèle et âge du capteur de hauteur de la ralingue supérieure	

Équipement	Marque et modèle
Marque, modèle et âge du capteur de profondeur de la ralingue supérieure	
Indiquer tous les capteurs supplémentaires de mesure du filet	

## 8. LIEUX D'HABITATION DU NAVIRE

Quantité et emplacement des couchettes du personnel scientifique	
Quantité et emplacement des couchettes du capitaine de pêche et de l'équipage	
Quantité de toilettes et leur emplacement	
Quantité de douches et leur emplacement	
Laveuse et sècheuse fonctionnelles	

## 9. Capitaine de pêche et équipage du navire

>>>>> Remplir un exemplaire de cette section pour chaque relevé pour lequel le navire présente une demande.

>>>>> Sur chaque exemplaire, indiquer le relevé dans le tableau suivant.

1 : relevé synoptique au chalut de fond	
2 : salmonidés juvéniles	
3 : relevé plurispécifique au chalut de fond à petites mailles	
4 : relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse	
5 : relevé nocturne au chalut de la côte ouest de l'île de Vancouver	
6 : relevé acoustique au chalut du merlu du Pacifique	

Capitaine de pêche	Téléphone et adresse courriel	% de relevés
1		
2		
3		

## 10. Expérience du capitaine de pêche du type d'engin dans la zone de relevé (se reporter à l'énoncé de travail)

(par exemple, pour le relevé n° 1 : relevé synoptique au chalut de fond, indiquer l'expérience avec un chalut de fond dans le détroit d'Hécate et sur la côte ouest de l'île de Vancouver)

Capitaine de pêche	Années à titre de capitaine de pêche	Années à titre de membre d'équipage	Expérience antérieure en affrètement de chalut

## Équipage du navire

Inclure le nombre d'années d'expérience des chaluts, la nature de l'expérience, les qualifications spéciales comme les formations en secourisme, indiquer le poste occupé (chef de pont, maître d'équipage, etc.).

S'il y manque d'espace pour les renseignements, les inscrire sur une autre feuille.

Équipage supplémentaire	Nom	Expérience et qualifications spéciales
Pêcheur-ingénieur		
Pêcheur-cuisinier		
Pêcheur 3		
Pêcheur 4		
Pêcheur 5		
Pêcheur 6		
Pêcheur 7		
Pêcheur 8		

## 11. Équipement de sécurité et de sauvetage

Marque, dimensions, capacité des radeaux de sauvetage :	
Quantité, type, emplacement des RLS	
Quantité de gilets de sauvetage approuvés par la Garde côtière canadienne à bord du navire	
Date de la dernière inspection des navires à vapeur de Transports Canada <b>Inclure un exemplaire de la plus récente inspection.</b>	

## 12. Exigences particulières supplémentaires pour les relevés individuels

Le soumissionnaire doit passer en revue les détails de chaque relevé indiqués dans l'énoncé de travail. Une partie de l'équipement exigé est traitée dans les sections ci-dessus, tandis que la présente section comprend seulement les exigences particulières supplémentaires de chaque relevé.

### Relevé 1 : relevé synoptique au chalut de fond

Système de mesure des filets avec sortie de données, ce qui comprend l'écartement du panneau, la hauteur de la ralingue supérieure par rapport au fond et les capteurs de profondeur de la ralingue supérieure. Sondeur de chalut avec troisième câble non permis.	
--	--

### Relevé 2 : salmonidés juvéniles

Au moins six membres du personnel scientifique	
Moteur principal d'au moins 1 100 hp	
Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée.	
Peut pêcher dans les eaux territoriales des États-Unis	
Zone réservée à l'échantillonnage pour la collecte d'échantillons de sang	
Treuil doté d'un câble de 300 m pour déployer les filets de CTP et de type Bongo.	
Espace sur le pont pour accueillir un fourre-tout de 4 pi x 4 pi avec de la glace sèche accessible entre les traits de pêche.	
Pêche de nuit possible en plus de la pêche de jour	
Équipage composé d'au moins quatre membres	

### Relevé 3 : relevé plurispécifique au chalut de fond à petites mailles

Système de mesure des filets avec sortie de données, ce qui comprend l'écartement du panneau, la hauteur de la ralingue supérieure par rapport au fond et les capteurs de profondeur de la ralingue supérieure. Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée.	
---	--

#### Relevé 4 : relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse

En même temps que le relevé 5 : relevé nocturne au chalut de la côte ouest de l'île de Vancouver	
Étalonnage de l'échosondeur dans le cadre du relevé.	
Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit pouvoir repérer les cibles acoustiques qui pénètrent dans le filet.	
Échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.	
Treuil doté d'un câble de 525 m pour déployer les filets de CTP et de type Bongo.	
Installer un treuil électrique portable dans une zone protégée du pont aux fins de déploiement de caméras sous-marines le long du navire.	

#### Relevé 5 : relevé nocturne au chalut de la côte ouest de l'île de Vancouver

En même temps que le relevé 4 : relevé acoustique au chalut du banc La Pérouse	
Étalonnage de l'échosondeur dans le cadre du relevé.	
Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit pouvoir repérer les cibles acoustiques qui pénètrent dans le filet.	
Échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.	
Treuil doté d'un câble de 525 m pour déployer les filets de CTP et de type Bongo.	
Installer un treuil électrique portable dans une zone protégée du pont aux fins de déploiement de caméras sous-marines le long du navire.	
Activités sur 24 heures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transects acoustiques de jour, entre 6 h et 20 h</li> <li>• Déploiements de filet de CTP et de type Bongo, au crépuscule et à l'aube, de 19 h 30 à 20 h 30 et de 5 h 30 à 7 h</li> <li>• Pêche de nuit : de 21 h à 6 h</li> </ul>	

## Relevé 6 : relevé acoustique au chalut du merlu du Pacifique

Étalonnage de l'échosondeur dans le cadre du relevé.	
Sondeur de chalut requis : L'utilisation d'un troisième câble est privilégiée, mais l'option sans câble est acceptée. Le sondeur de chalut doit pouvoir repérer les cibles acoustiques qui pénètrent dans le filet.	
Échosondeur scientifique KONGSBERG SIMRAD EK60 ou échosondeur commercial ES60/ES70 avec transducteurs de 38 kHz (ES38B) et de 120 kHz (série ES120-7) montés sur la coque.	
Treuil doté d'un câble de 525 m pour déployer les filets de CTP et de type Bongo.	
Installer un treuil électrique portable dans une zone protégée du pont aux fins de déploiement de caméras sous-marines le long du navire.	



## ANNEXE « A » DE LA PARTIE 5 – DEMANDE DE SOUMISSIONS

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière

d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)